Distr. générale
6 avril 2020
Français
Original : anglais

Trentième Réunion
New York, 15-19 juin 2020
Point 13 de l'ordre du jour provisoire*
Élection de sept membres du Tribunal international du droit de la mer

Notices biographiques complètes des candidates et candidats proposés par les États parties pour l'élection au Tribunal international du droit de la mer comprenant la liste de leurs publications

Note de la Greffière

La Greffière, dans le présent rapport, soumet à la Réunion des États parties les notices biographiques des candidates et candidats présentés par les États parties pour l'élection de membres du Tribunal international du droit de la mer, qui aura lieu lors de la trentième Réunion des États parties (voir annexe). La liste des candidates et candidats désignés par les États parties figure dans le document SPLOS/30/8.

* SPLOS/30/L.1/Rev.1.

Merci de recycler

Annexe

Notices biographiques complètes des candidates et candidats proposés par les États parties pour l'élection au Tribunal international du droit de la mer comprenant la liste de leurs publications*

Table des matières

Page

Attard, David J. 3

Brown, Kathy-Ann 17

Caracciolo, Ida. 25

Duan, Jielong 34

Infante Caffi, María Teresa 36

Kamga, Maurice K. 39

Kulyk, Markiyan 43

Mata Prates, Carlos Alberto 45

More, Rodrigo Fernandes 48

Zhou, Happias 53

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

Attard, David J. (Malte)

Informations d'ordre général

Date de naissance : 29 mars 1953

Connaissances linguistiques : très bonne connaissance de l'anglais, de l'italien et du maltais bonne connaissance du français et de l'espagnol

Bourses d'études :

1973 Conseil de l'Europe, Strasbourg

1976 Études juridiques américaines, Séminaire d'Harvard, Salzbourg

1977 British Council, Oxford

1978 Fondation Nuffield, bourse de recherche, Oxford

1994 Conseil italien pour la recherche scientifique, Rome

2000 Bourse d'études Fulbright, Washington

Prix et récompenses :

1987 Prix Paul Guggenheim de droit international public, Genève

1988 Prix MUYAP, Istanbul

1993 Prix Thorn/EMI de la propriété intellectuelle, Londres

1998 "Prix Dioscuri", Lega Navale, Catane

2003 Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, France

2007 Certificat d'appréciation, Cours thaïlandaises de justice, Thaïlande

2007 Certificat pour avoir contribué à l'attribution du prix Nobel de la paix au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Suisse

2007 Officier de l'ordre national du Mérite, Malte

2009 Commandeur de l'ordre d'Isabelle la Catholique, Espagne

2010 Grand officier de l'ordre du Mérite de la République italienne

Qualifications professionnelles : Avocat, Malte

Avocat, Middle Temple, Londres

Études et activités universitaires

a) Titres universitaires

1977 Diplôme de notariat (Université de Malte)

1978 Doctorat en droit (Université de Malte)

1986 Doctorat en philosophie (Université d'Oxford)

b) Fonctions universitaires

1986 Maître de conférences, Département de droit public, Université de Malte

1988 Professeur de droit international public, Université de Malte

1989 Professeur invité, droit maritime international, Institut de droit maritime international de l'Organisation maritime internationale (OMI), Malte

1990	Chaire de diplomatie de l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, Malte
1992	Directeur de l'Institut de droit maritime international de l'OMI, Malte
1994	Professeur invité, droit international de la mer, Université de Rome "Tor Vergata"
1995	Professeur invité, droit de la mer, Université chinoise des affaires étrangères, Beijing
1998	Chargé de recherche principal invité, droit de la mer, Université d'Oxford
2000	Boursier Fulbright, droit de la mer, Faculté de droit de Yale
2001	Membre titulaire du Comité maritime international
2002	Membre honoraire du Comité maritime international
2007	Professeur invité, droit de la mer, Université Panthéon-Sorbonne, Paris

Tribunal international du droit de la mer

2011	Juge élu
2011	Membre de la Chambre de procédure sommaire
2011	Membre de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux pêcheries
2011	Membre du Comité du Règlement et de la pratique en matière judiciaire
2011	Membre du Comité du personnel et de l'administration
2011	Membre du Comité des bâtiments et des systèmes électroniques
2011	Membre du Comité des relations publiques
2014	Membre de la Chambre de procédure sommaire
2014	Membre de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux pêcheries
2014	Membre de la Chambre pour le règlement des différends relatifs au milieu marin
2014	Membre du Comité du budget et des finances
2014	Membre du Comité du personnel et de l'administration
2014	Membre du Comité de la bibliothèque
2017	Élu Vice-Président
2017	Membre de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins
2017	Membre de la Chambre de procédure sommaire
2017	Membre de la Chambre pour le règlement des différends relatifs à la délimitation maritime
2017	Membre du Comité du Règlement et de la pratique en matière judiciaire

Institut de droit maritime international de l'OMI

M. Attard enseigne depuis plus de 30 ans le droit international de la mer à l'Institut de droit maritime international de l'OMI, dont il est actuellement le directeur. L'Institut a été créé pour former les agents de l'État, principalement ceux originaires de pays en développement, à toutes les règles juridiques du droit maritime international. En particulier, il forme les participants aux techniques d'intégration et de mise en œuvre des règles relatives aux traités maritimes internationaux dans leur système juridique national. À ce jour, 1 008 participants originaires de 146 pays ont été formés à l'Institut, qui est sous la direction de M. Attard depuis plus de 27 ans.

Fonctions dans le système des Nations Unies

1988 Conseiller spécial du Secrétaire général de l'OMI, Londres

1989 Conseiller juridique principal spécial auprès du Directeur exécutif du PNUE, Nairobi et Genève

Fonctions internationales

1988 Membre du Groupe d'experts des Nations Unies sur le droit relatif aux hydrocarbures, Paris

Membre du Comité d'experts de la Convention internationale sur la prévention de la pollution des mers, La Valette

1989 Élu Coprésident du Groupe d'experts juridiques chargé de présenter un document de travail sur les questions juridiques et les questions de politique générale à la Conférence ministérielle sur l'atmosphère en évolution, Pays-Bas

Membre du Conseil des gouverneurs de l'Institut de droit maritime international de l'OMI, Malte

Membre du Groupe de travail du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (PNUE/OMM) chargé d'élaborer une convention internationale sur le climat, Genève

Membre du Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur le droit international public, Strasbourg

1990 Membre du Conseil des gouverneurs de l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, Malte

Membre de l'Académie mondiale de l'art et de la science (sur proposition de M. Reisman [Faculté de droit de Yale]), Suède

Membre du Conseil consultatif du Climate Institute, Washington

Conseiller de la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York

1991 Président du Groupe de travail de l'UNITAR sur la diplomatie de l'environnement, Genève

1993 Coordonnateur du cours sur les problèmes de droit maritime en Méditerranée, donné dans le cadre du programme Union européenne/MED CAMPUS, Rome

Vice-Président du Conseil des gouverneurs de l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, Malte

1997 Coordonnateur, avec le professeur Paul Kennedy (Directeur du programme Études en sécurité internationale à Yale), du colloque « Law, Strategy and Policy in the Mediterranean: Past, Present and Future », Université de Yale

1998 Membre du Groupe national de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye

2004 Président du Groupe national de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye

2019 Membre du Conseil consultatif, Centre de droit international, U.S. Naval War College, Newport

Fonctions nationales

1986 Membre de la Commission océanographique maltaise

Consultant en matière de législation maritime internationale auprès du Secrétaire parlementaire aux affaires maritimes

Membre du Comité national sur la législation relative aux entreprises offshore

Membre de la Division de l'exploration pétrolière de Malte et conseiller juridique, Cabinet du Premier Ministre, Malte

1988 Consultant juridique auprès du Premier Ministre maltais

Conseiller personnel du Ministre des affaires étrangères maltais

Président de la Division de l'exploration pétrolière, Cabinet du Premier Ministre maltais

Président de la Commission des juridictions, Cabinet du Premier Ministre maltais

1989 Membre du Conseil national de sciences et techniques

1989 Conseiller du Ministre des affaires étrangères maltais

1998 Président du Centre d'arbitrage de Malte

Charges diplomatiques

1986 Membre de la délégation maltaise auprès de l'Assemblée générale de l'Organisation maritime internationale et consultant

1987 Chef de la délégation maltaise auprès de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, New York

Envoyé spécial du Ministre des affaires étrangères maltais auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, New York

1988 Envoyé spécial du Ministre des affaires étrangères maltais auprès du Gouvernement saoudien, Riyad

Envoyé spécial du Ministre des affaires étrangères maltais auprès du Gouvernement des Émirats arabes unis, Abou Dhabi

Conseiller auprès de la délégation maltaise à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York

Représentant de la délégation maltaise à la Deuxième Commission (questions économiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York

Représentant principal auprès du Groupe de travail du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (PNUE/OMM), Genève

1989 Représentant personnel du Premier Ministre maltais à la Réunion des chefs d'État et de gouvernement sur l'atmosphère mondiale, La Haye

Chef de la délégation maltaise auprès du Conseil d'administration du PNUE, Nairobi

1990 Ambassadeur du Ministère des affaires étrangères maltais

Membre de la délégation maltaise auprès de la Conférence diplomatique de l'OMI sur la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures, Londres

1991 Conseiller auprès de la délégation maltaise à la réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe sur le règlement pacifique des différends, La Valette

Chef de la délégation maltaise auprès du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques, Washington, Genève et Nairobi

1992 Chef de la délégation maltaise chargée de négocier les limites du plateau continental maltais

1994 Chef de délégation à la réunion sur le droit de la mer, New York

1995 Représentant de Malte au Congrès des Nations Unies sur le droit international

2000 Président de la Commission des juridictions maritimes, Cabinet du Premier Ministre maltais

Fonctions à l'Université de Malte

1972 Conseil de la faculté de droit (représentant des étudiants)

1974 Président du Conseil des représentants des étudiants

1974 Sénat (représentant des étudiants)

1976 Comité des finances

1976 Conseil (représentant des étudiants)

1987 Conseil (nommé par le Premier Ministre maltais)

Comité de sélection des candidats aux postes à pourvoir dans le Département des études sociales

1989 Comité Honoris Causa

1991 Comité des promotions

1992 Chef du Département de droit international

2007 Président du Conseil de l'Université

2011 Chancelier de l'Université

Expérience universitaire

1977	Conférence sur les problèmes dans la région de la Méditerranée à l'Université Colgate (États-Unis)
1977	Conférence sur le droit de la mer et la Méditerranée, Université de Malte
1978	Conférence sur les aspects juridiques des institutions régionales méditerranéennes, Université de Malte
1980	Conférences sur divers aspects du droit international public, Université Colgate et Université de Syracuse (États-Unis)
1981	Nommé membre de jury de thèse par le Conseil de la faculté de droit de l'Université de Malte
1984	Conférence sur le processus d'arbitrage international, Département de droit civil, Université de Malte
1985	Maître de conférences invité, Département de droit public, Université de Malte
1987	Coordonnateur pour les études diplomatiques, Université de Malte
1987	Conférence sur le droit de la mer et la Méditerranée, Institut international de l'océan, Malte
1988	Coordonnateur pour les relations internationales, Programme des relations méditerranéennes, Université de Malte
1988	Coordonnateur et maître de conférences en droit international et droit de la mer, Faculté de droit
1989	Maître de conférences en droit international et droit de la mer, Institut de droit maritime international de l'OMI, Malte
1989	Coordonnateur du programme de droit international, Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, Malte
1992	Coordonnateur du programme en droit international de la mer, Institut de droit maritime international de l'OMI, Malte

Travaux de recherche

1) Droit international de la mer

Alors qu'il était à l'Université d'Oxford, M. Attard a commencé des travaux de recherche sur la zone économique exclusive dans le cadre du nouveau droit de la mer. Ces travaux de recherche ont constitué la base d'une communication intitulée « La zone économique exclusive en droit international », qui a été publiée sous forme de livre par Oxford University Press dans sa collection « Clarendon Press » en 1987. M. Attard continue de s'intéresser à l'étude du droit de la mer. Il effectue actuellement des travaux de recherche pour deux livres qui sont en cours d'écriture. Le premier est un manuel du praticien sur le droit de la mer. Le second porte sur le régime international régissant l'exploration et l'exploitation des ressources du plateau continental (en particulier le pétrole et le gaz) et complétera ses travaux sur la zone économique exclusive.

M. Attard est l'éditeur des trois volumes intitulés « The IMLI Manual on International Maritime Law », publiés par Oxford University Press, en 2014 et en 2016.

Il est également le coordonnateur académique général et l'éditeur des trois volumes « The IMLI Treatise on Global Ocean Governance », publiés par Oxford University Press, en 2018.

2) Droit international de l'environnement

Depuis plusieurs années, M. Attard étudie activement le droit relatif à la protection de l'environnement. En 1988, il a recommandé au Gouvernement maltais de soulever la question du climat de la planète à l'ONU. Il a été l'un des principaux rédacteurs de la résolution 43/53 de l'Assemblée générale, qui a été adoptée à l'unanimité le 6 décembre 1988 et a lancé un processus qui a abouti à l'adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 1992.

M. Attard continue de s'intéresser activement à ce sujet, notamment en ce qui concerne sa relation avec le droit de la mer et les instruments juridiques de l'OMI.

3) Application des droits humains à l'échelon international

Depuis 1977, M. Attard a pris une part active dans la promotion de la reconnaissance et de l'application des droits humains, tant au niveau national qu'international. Il a créé le Groupe de recherche sur les droits humains (1987) et le Programme international des droits humains (1989) à l'Université de Malte, en collaboration avec la Division des droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Il a écrit un recueil d'études sur l'« ordonnancement juridique maltais », publié par l'Université de Malte : le volume 1 comporte une introduction au système juridique maltais ; le volume 2 est consacré à la Constitution maltaise, en particulier aux dispositions relatives aux droits humains et aux libertés fondamentales ; le volume 3 traite spécifiquement de la jurisprudence maltaise et de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

En outre, M. Attard œuvre à l'élaboration d'un manuel traitant des droits humains dans le droit de la mer, qui sera publié en 2020.

Communications et participation à des conférences

1975	Présentation d'une communication intitulée « Some Aspects of the New International Economic Order » lors d'une réunion de l'UNESCO sur le nouvel ordre économique international, Oran
1976	Présentation d'une communication intitulée « The E.E.C. and its relation to the Mediterranean » lors d'une réunion organisée par l'Union des étudiants universitaires espagnols, Madrid
	Présentation d'une communication intitulée « Mediterranean Co-operation » lors d'une réunion conjointe du Club de Rome et de *Pacem in Maribus*, Alger
	Présentation d'une communication intitulée « The New Law of the Sea » à la Conférence Sonnenburg, Malte
1978	Participation à une réunion d'experts juridiques sur l'exploitation minière des grands fonds marins, Université de Malte
1980	Participation à la réunion internationale de l'Institut international de l'océan sur la zone économique exclusive, Siège de l'ONU, New York
	Participation en tant que conseiller juridique pour la Méditerranée à la Conférence annuelle internationale de l'IFPI, Copenhague
	Participation à la Conférence bisannuelle de l'Association de droit international, Belgrade

1984	Participation à la Conférence bisannuelle de l'Association de droit international, Paris
	Présentation d'une communication intitulée « State Practice on Maritime Jurisdiction » lors d'une réunion publique du Comité de l'Association de droit international sur la zone économique exclusive, Paris
1985	Participation à un forum sur l'arrêt rendu en 1985 par la Cour internationale de Justice sur le différend relatif au plateau continental opposant Malte et la Libye, organisé par les Ghaqda Studenti Tal-Ligi, Université de Malte
1986	Présentation d'une communication intitulée « The Legal Regime relating to the Exploration and Exploitation of Non-Living Resources » lors de la conférence « The Mediterranean in the New Law of the Sea », Malte
1987	Présentation d'une communication intitulée « The U.N. and Youth » lors d'un séminaire organisé par le Ministère de l'éducation (Section de la jeunesse), Malte
	Présentation d'une communication intitulée « Maritime Boundaries in the Mediterranean » à la session d'été de l'Université euro-arabe
	Participation aux réunions et sessions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Genève
1988	Participation à la Réunion des experts juridiques et des experts en politiques sur la protection de l'environnement, Ottawa
	Membre du comité de rédaction de la Déclaration de La Haye sur l'atmosphère mondiale sous la présidence des Premiers Ministres, MM. Rocard et Lubbers et M^{me} Brundtland
	Participation à la Conférence du PNUE sur les changements climatiques, Le Caire
1989	Participation aux travaux du Groupe d'experts juridiques du PNUE chargé d'examiner l'intérêt commun de l'humanité, Malte et Genève
1990	Participation au Colloque sur la neutralité et le non-alignement après la guerre froide, organisé par l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, Malte
1991	Participation à un colloque sur la protection juridique de l'environnement au-delà des limites de la juridiction nationale, organisé par l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, Malte
	Participation à un atelier sur les besoins de la diplomatie palestinienne en matière de formation, organisé par l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques, Malte
1994	Présentation d'une communication à la Conférence sur la protection des droits de propriété intellectuelle dans la région du Golfe, Doubaï
1995	Conférence sur les faits récents dans le droit international de l'environnement, Association de la communauté diplomatique, Beijing
	Conférence sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, Administration océanique chinoise, Beijing

1997	Présentation d'une communication au Forum sur le patrimoine maritime méditerranéen, intitulée « The International Regime for the Protection of Archaeological and Historical Objects found at Sea: A Mediterranean Perspective », Musée maritime, Malte
	Présentation d'une communication au séminaire organisé par l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques sur le thème : « Diplomatie environnementale et économique : quelques observations concernant plus particulièrement la Méditerranée »
	Présentation d'une communication au séminaire organisé par la Lega Navale Italiana (Sezione di Agrigento e Porto Empedocle) : « Aspetti Internazionali di Diritto del Mare »
1998	Présentation d'une communication au séminaire organisé par l'Association européenne des étudiants en droit sur « The Status and Functions of the Malta Arbitration Centre under Act No. II of 1996 »
1999	« Specificities of Mediterranean Shipping », discours prononcé lors de la Conférence de la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIOT), Malte
2000	Avis soumis à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) sur plusieurs questions relatives à la délimitation des zones maritimes situées entre le Timor oriental et l'Australie
2001	A présidé une table ronde organisée par l'Association européenne des étudiants en droit sur les droits humains et la perspective méditerranéenne, avec des intervenants de la Cour européenne des droits de l'homme
2003	Participation à la dixième Conférence des ambassadeurs, organisée par le Ministère des affaires étrangères maltais. Discours intitulé « Malta's issues on Delimitation »
2010	« Mediterranean Maritime Jurisdictional Claims: A Review ». Conférence donnée dans le cadre des « The Hamburg Lectures on Maritime Affairs », une entreprise conjointe du Tribunal international du droit de la mer et de l'École internationale de recherche Max Planck pour les affaires maritimes, tous deux établis à Hambourg
2011	Conférence annuelle à l'Académie d'été de la Fondation internationale du droit de la mer sur les « Maritime Zones and Jurisdiction », Hambourg
2017	Présentation liminaire intitulée « Protecting the Womb of Life: The Role of the Law of the Sea in the 21st Century », manifestation organisée par le Ministère des affaires étrangères de la République de Corée et la Société coréenne de droit international, République de Corée
	Communication intitulée « The Importance of International Maritime Law in the exercise of the Peaceful Uses of the Sea: an Achilles Heel », conférence organisée par la Marine mexicaine, Vera Cruz
	« Enforcement of International Maritime Law », conférence donnée au Centro de Estudios Superiores Navales (CESNAV), Mexico
2019	« Challenges of Ocean Governance », conférence donnée dans le cadre du programme du Tribunal international du droit de la mer et de la Nippon Foundation 2018-2019, Tribunal international du droit de la mer, Hambourg

« Renforcement des capacités de l'Institut de droit maritime international », discours prononcé lors de la Réunion des ambassadeurs pour les océans, Malte

« New Directions in International Maritime Shipping », discours prononcé lors de la cérémonie de clôture de l'École d'été de droit de l'Association européenne des étudiants en droit, Malte

Modérateur de la table ronde internationale sur les changements climatiques et le droit de la mer lors de la Conférence internationale sur le droit de la mer de 2019, organisée par le Ministère des affaires étrangères de la République de Corée, le Tribunal international du droit de la mer et la Société coréenne de droit international, Séoul

Présentation liminaire intitulée « The Role of Ports in Maritime Law » prononcée lors du Séminaire « Do Ports Need International Regulation » organisé par l'OMI, l'Institut de droit maritime international et Hutchison Ports, tenu à l'OMI, Londres

« Ocean Governance », conférence donnée dans le cadre du programme du Tribunal international du droit de la mer et de la Nippon Foundation 2019-2020, Tribunal international du droit de la mer, Hambourg

Présentation liminaire intitulée « Capacity Building Opportunities in the Law of the Sea », Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

Discours intitulé « ITLOS and Climate Change », prononcé lors d'une manifestation au Ministère maltais des affaires étrangères et de la promotion du commerce intitulée « Pursuing Common Goals: Perspectives of Malta's Foreign Policy »

Expérience professionnelle

a) Pratique juridique

M. Attard a créé un cabinet juridique international basé à Malte, spécialisé dans le droit international public, le droit commercial, le droit relatif au pétrole et au gaz, le droit de la propriété intellectuelle, le droit maritime et le droit financier. Ses clients, qui sont tant des gouvernements que des groupes industriels, sont généralement basés au Moyen-Orient ou dans la région méditerranéenne. Dans le cadre de son travail, il s'est rendu dans les pays suivants : Allemagne, Arabie saoudite, Bahreïn, Belgique, Chypre, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Koweït, Maroc, Oman, Pakistan, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Thaïlande et Turquie.

En 2000, l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental a demandé l'avis de M. Attard sur la question de la délimitation des zones maritimes situées entre le Timor oriental et l'Australie.

M. Attard a pris une part particulièrement active dans le domaine de la délimitation des frontières maritimes (limites du plateau continental, limites de la zone économique exclusive et de la zone de pêche exclusive et frontières maritimes uniques). Il a conseillé et représenté des organismes des Nations Unies, des gouvernements et des sociétés internationales et mené des négociations sur les questions de délimitation maritime.

En sa qualité de conseiller juridique auprès du Gouvernement maltais, M. Attard a été régulièrement consulté sur des questions de droit international. Il a également été chargé de rédiger des actes législatifs.

b) Associations professionnelles

Académie mondiale de l'art et de la science

American Society of International Law (Washington)

Oxford Law Society (Oxford) (Président de l'association de Malte)

Middle Temple, Londres

Chambre des avocats (Malte)

Comité maritime international

Publications

a) Ouvrages

The Exclusive Economic Zone in International Law (Oxford University Press/Clarendon Press)
Cet ouvrage était le premier d'une nouvelle collection intitulée « Oxford Monographs in International Law ». En 1988, il a été couronné par le prix Paul Guggenheim (Université de Genève), qui est octroyé tous les deux ans par un jury de publicistes à « un ouvrage de droit international qui s'est distingué par sa qualité exceptionnelle et qui est le premier ouvrage marquant de son auteur ».

Directeur de publication, *IMLI Manual on International Maritime Law* (3 volumes) (Oxford University Press)

Coordonnateur scientifique et directeur de publication, *IMLI Treatise on Global Ocean Governance* (3 volumes) (Oxford University Press)

b) Articles

« Investment in Maltese Human Capital », *Cobweb-Economic Journal* (1974)

« The Right to Strike: A Comparative Study », *Cobweb-Economic Journal* (1975)

« The New Economic Order: Myth or Reality », *Cobweb-Economic Journal* (1976)

« Bahar ta' Paci », *Illum* (1976)

« Towards a Mediterranean Consciousness » *MSM Proceedings* (1976) (International Ocean Institute)

« Rio-Reshaping the International Order », *S.T.O.M.* (1976)

« Mankind's Interdependence: Club of Rome Report », *S.T.O.M.* (1976)

« Prevention of Oil Pollution in the Mediterranean », *S.T.O.M.* (1976)

« A New Constitution to Govern Ocean Space », *S.T.O.M.* (1976)

The New Law of the Sea and the Mediterranean (1976, 1977)

« Fluctibus Haud Aequis: A Brief Analysis of the Current Talks on the New Law of the Sea », *The Law Journal* (1976)

Malta's 1967 Initiative on U.N. on Sea-bed Problems, (1976)

« Who will Own the Sea Around Us? », *S.T.O.M.* (1977)

« Will Malta Replace Jamaica as Home for the I.S.A.? », *S.T.O.M.* (1977)

The Exclusive Economic Zone (University of Oxford) (1979)

« Malta's Growing Interest in the Law of the Sea », *Perspective* (1978)

« The Current Status of the EEZ in International Law », *I.L.A. Proceedings* (1984)

« The Relationship between the EEZ and the Continental Shelf », *I.L.A. Proceedings* (1984)

« European Rights – At Last », *Daily Telegraph* (LONDON) (2 août 1985)

« Delimitation by a Single Maritime Boundary », *Id-Dritt* (revue juridique) Vol. XIII (1985)

« The Delimitation of the Continental Shelf and the Exclusive Economic Zone in the Mediterranean Sea », *Il regime giuridico internazionale del Mare Mediterraneo* (V. Leanza Editor) (1987)

« Some Aspects of the Legal Regime relating to the Allocation and Utilization of Mineral Resources », *The Mediterranean in the new Law of the Sea* (1987)

« Exploitation of Offshore Mineral Resources », in *Cope News* (Partie I, mars 1987 ; Partie II, avril 1987)

Discours prononcé à l'occasion de la remise d'un grade honoraire à S.E. M. Chandrika Prasad Srivastava, Secrétaire général de l'OMI, octobre 1988, Université de Malte

Allocution sur la nécessité de conclure une convention internationale sur le climat prononcée devant la 2e Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Comptes rendus de la 43e session de l'Assemblée générale des NU* (1988)

« Joint Developments of Non-Living Marine Resources », *I.L.A. Proceedings* (1988)

CLIMATE CHANGE, Foundation of International Studies (1989)

« Possible Elements for an International Legal and Institutional Strategy on Climate Change and Global Warming », in *Proceedings of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (février 1989)

« The 1985 Continental Shelf (Libyan Arab Jamahirija/Malta) Judgment: A Brief Analysis », in *De Jure*, Vol. 1, No. 3 (janvier 1989)

« Protection of Global Climate: A Review of Developments », *Id-dritt* (revue juridique) Vol. XIV (1989)

« Global Climate Change – The Maltese Initiative », *World Medical Journal* (1992)

Discours prononcé à l'occasion de la remise d'un grade honoraire à S.E. M. Soares, Président du Portugal (octobre 1994), Université de Malte

« The Arrest of Ships: Current Legal Developments » *Journal of the International Ship Suppliers Association*, décembre 1994

« The Universal Constitution for the Oceans », discours prononcé lors du dévoilement d'un monument au droit de la mer (février 1995), Université de Malte (publié dans une revue juridique)

« The Exclusive Economic Zone: Current Developments », cours donné à la communauté diplomatique, Beijing, mars 1995 (MFA Lecture)

« Mare Clausum v. Mare Liberum » in *Proceedings of the ELSA Seminar on Maritime Law* (1996).

« The International Convention for the Unification of Certain Rules Relating to the Arrest of Sea-Going Ships: The Process of Revision », *The ELSA Law Review, Number 1* (1996)

« The Law of the Sea and Jurisdictional Issues in the Mediterranean », co-auteur, in *Naval Strategy and Policy in the Mediterranean, Past, Present and Future*, edité par John B. Hattendorf avec un avant-propos de Paul Kennedy (1997)

The Relevance of the « Consolato Di Mare » to the Development of Contemporary International Maritime Law, *Historical Roots of Contemporary International and Regional Issues, Occasional Paper Series, No. 13*, International Security Studies, Yale University (1997)

« The International Regime for the Protection of Archaeological and Historical Objects found at Sea », *Records of the Forum for the Debate on the Mediterranean Maritime Heritage* (1997)

« For an Effective International Law: From the Preparatory Committee to the Diplomatic Conference for the Establishment of an International Criminal Court - The Commitment of the International Community », *Mediterranean Journal of Human Rights* (1998)

« Opening Session – Address by Professor David Attard », *Part II – The Work of the CMI*, CMI 37th Conference, Singapour (2001)

« The Delimitation of Maritime Zones: Some Mediterranean Experiences », *Proceedings of the 5th International Conference on Traffic Science, University of Ljubljana* (2001)

« A Universal Constitution for the Oceans », *Id-Dritt* (revue juridique) Vol. XVIII (2002)

c) Direction éditoriale

1976	Fonde et dirige *The Journal of Educational Affairs*, Université de Malte
1985	Nommé « éditeur correspondant » par la *American Society of International Law* pour sa publication *International Legal Materials*
1989	Membre du conseil éditorial du *Journal of International Boundary Studies*, Université de Durham
1991 – 1998	Éditeur, *IMLI News*, lettre d'information officielle de l'Institut de droit international maritime de l'OMI
1997	Co-auteur de l'ouvrage *The U.N. New Horizons – Perspectives on Restructuring the United Nations*, Université de Malte
1998 -2001	Directeur (droit maritime), *The Oxford Encyclopedia of Maritime History*, Oxford University Press
2017	Membre du conseil consultatif, *Max Planck Encyclopedia of Comparative Constitutional Law*, Oxford University Press

d) Examinateur

Nommé examinateur d'ouvrage pour le *British Yearbook of International Law*, et l'*American Journal of International Law*

e) Journalisme

Contributeur fréquent à plusieurs journaux maltais et étrangers, dont le *London Times* et le *Daily Telegraph*

f) Contributeur

« The Freedom of the High Seas and the Exclusive Economic Zone: The Problems of Interactions », *Report of the International Law Association Committee on the Exclusive Economic Zone* (1984)

The International Law of the Sea, D.P. O'Connell (Two Volumes), (Clarendon Press, 1983)

International Copyright and Neighbouring Rights, S. Steward Q.C. (Butterworth, 1983)

« The Joint Development of Non-Living Resources in the Exclusive Economic Zone » *Report of the International Law Association Committee on the Exclusive Economic Zone* (1988)

The Common Concern of Mankind, (UNEP, 1989)

Brown, Kathy-Ann (Jamaïque)

Universitaire qui exerce aussi la profession depuis trente-cinq ans, M^me^ Brown est une experte du droit international ; elle a fait des recherches, a publié et enseigné, et a donné des conseils ou une assistance technique sur divers aspects du droit international, plus particulièrement du droit de la mer. M^me^ Brown a fait ses études doctorales à Osgoode Hall, à l'Université York, au Canada, en tant que boursière du programme canadien des bourses d'études du Commonwealth, et a axé ses recherches sur la Zone, c'est-à-dire les fonds marins et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale. Elle a également étudié le droit de la mer à l'Université de Cambridge, en Angleterre, où elle avait obtenu son master, et a enseigné le droit de la mer au niveau du master au campus de Cave Hill de la University of the West Indies (Université des Indes occidentales), à la Barbade, où elle avait fait ses études de premier cycle en droit et reçu le prix du vice-chancelier pour l'excellence en matière de droits de la personne. Le rôle du droit dans la protection et la promotion du développement durable de l'individu, des peuples, des États et du patrimoine mondial constitue le fil conducteur de son parcours hors du commun. Elle a été nommée au Hall of Eminent International Caribbean Jurists en octobre 2019.

Ayant œuvré pendant de nombreuses années au sein d'organisations internationales et régionales, notamment le Secrétariat du Commonwealth, le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et le Mécanisme régional de négociation des Caraïbes, fournissant notamment une assistance technique aux pays en développement, M^me^ Brown est très consciente des défis de développement auxquels sont confrontés de nombreux États et de l'importance de l'état de droit pour la réalisation des objectifs de développement durable. Elle a mis en relief le double rôle de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 en tant que « constitution des océans » et que pierre angulaire de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n^o^ 14 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.

En sa qualité de Représentante permanente de la Jamaïque auprès de l'Autorité internationale des fonds marins, M^me^ Brown s'est concentrée, dans une large mesure, sur la mise en œuvre de la Convention de 1982 et de l'Accord relatif à l'application, qui date de 1994. Les synergies entre les travaux de l'Autorité internationale des fonds marins et les négociations qui se sont déroulées à New York sur la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale ont nécessité sa participation à la définition des positions nationales et régionales sur les négociations en la matière. En tant que négociatrice principale au nom de la Jamaïque dans les négociations sur la délimitation des frontières maritimes depuis 2009, M^me^ Brown a pu s'inspirer de la jurisprudence considérable du Tribunal international du droit de la mer, de la Cour internationale de justice et des décisions des arbitres pour élaborer, avec les États voisins, une solution concernant la définition des frontières maritimes de la Jamaïque qui soit équitable et qui conforme aux dispositions de la Convention.

Formation universitaire et professionnelle

Doctorat en jurisprudence (Ph. D.), Université York, Faculté de droit Osgoode Hall, Canada (1992)

Thèse : *The Common Heritage of Humankind: The Status of the Deep Seabed – Legal and Political Realities* (Le patrimoine commun de l'humanité : le statut des grands fonds marins – Réalités juridiques et politiques)

Organisation des Nations Unies (Département de l'information), stage à l'intention des doctorants, New York (1986)

Certificat de formation juridique, Institut d'études juridiques Norman Manley, Jamaïque (1984)

Membre du Barreau jamaïcain

Master en droit (droit international), Faculté de droit, Université de Cambridge, Angleterre (1982)

Licence en droit, University of the West Indies, Faculté de droit, Barbade (1981)

Distinctions

Nommée au Hall of Eminent International Caribbean Jurists en octobre 2019

A reçu des bourses pour réaliser des visites de familiarisation et des études de troisième cycle du Département d'État du Gouvernement américain dans le cadre du programme *International Visitor Leadership Program* (IVLP) (1997) ; a été boursière du programme de bourses de l'ONU (1995) et du programme canadien des bourses d'études du Commonwealth (1984-89)

Lauréate du prix H.H. Dunn de l'Institut d'études juridiques Norman Manley, pour son travail exceptionnel sur les questions de rédaction d'actes de cession de propriété (1984) ; du prix du vice-chancelier de la University of the West Indies pour l'excellence en matière de droits de la personne (1981) et le prix du mérite de la même université (1979)

Expérience professionnelle

Représentante permanente de la Jamaïque auprès de l'Autorité internationale des fonds marins (depuis 2018)

Représentante permanente adjointe et membre de la délégation de la Jamaïque auprès de l'Autorité internationale des fonds marins (2014 -2017)

Conseillère technique en chef auprès du Premier ministre, Bureau du Premier Ministre de la Jamaïque (depuis 2019)

> *Assurer la liaison entre le Premier Ministre et toutes les organisations internationales et régionales, notamment l'ONU, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des États américains et la Communauté des Caraïbes*

Maître de conférences auxiliaire, cours avancé de droit international (LL. M.), Faculté de droit, University of the West Indies, Campus de Mona (depuis 2019)

Solliciteure générale adjointe, Division des affaires internationales, Cabinet du Procureur général, Jamaïque (2008 - 2019)

> *Représenter le Gouvernement jamaïcain lors de négociations bilatérales, régionales et internationales*

Membre du Groupe consultatif national sur la Cour internationale de Justice (depuis 2014)

Suppléante du Procureur général au Conseil de l'enseignement du droit (2009-2013 ; 2016-2019)

> *Représenter la Jamaïque lors de nombreuses conférences internationales portant sur les conventions internationales sur les drogues et d'autres questions internationales d'importance croissante, notamment la biodiversité dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale, ainsi que lors des séances*

d'arbitrage commercial international et devant la première instance de la Cour de justice des Caraïbes

Consultante, étude CARICOM/Banque de développement des Caraïbes, « Determination of the EPA-Compliant Legislative Framework for Jamaica in relation to Title II of the CARIFORUM-EU Economic Partnership Agreement » (2012)

Consultante, étude de la Banque interaméricaine de développement, « Assessment of Regulation in Services in the Caribbean – a review of the legislation of Barbados, Belize, Guyana, Jamaica and Trinidad and Tobago » (2012)

Consultante, étude de l'Organisation des États américains sur l'Organisation des États des Caraïbes orientales, « Implementing the CARIFORUM-EU Economic Partnership Agreement: Legal review and design of projects in trade in services and investment » (2011)

Consultante externe auprès du Secrétariat du Commonwealth en vue d'aider le Belize à se préparer à l'examen de ses politiques commerciales par l'OMC en 2010 (2010)

Consultante, étude de l'Organisation des États américains sur le Belize, « Implementing the CARIFORUM-EU Economic Partnership Agreement: legal review and design of projects » (2010)

Conseillère (juridique)/Directrice adjointe, Section économique et juridique de la Division des services consultatifs spéciaux, Secrétariat du Commonwealth (2003-2008)

– *Fournir une assistance technique aux pays en développement du Commonwealth, en particulier aux pays les moins avancés, aux pays à faible revenu et aux petites économies, pour les aider à réformer leur politique commerciale conformément à leurs objectifs stratégiques de développement, à leurs engagements commerciaux régionaux et aux règles de l'OMC ; mémorandum d'accord spécial régissant l'assistance à tous les États de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (y compris les pays non membres du Commonwealth)*

– *Fournir également un soutien technique et des conseils sur la mise en œuvre des engagements associés à l'adhésion à l'OMC*

Présidente, Association du personnel du Secrétariat du Commonwealth, (2006-2007)

Vice-Présidente, Association du personnel du Secrétariat du Commonwealth (2004-2006)

Consultante en commerce extérieur basée au Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), à Bruxelles, prêtant une assistance technique du Secrétariat du Commonwealth au groupe ACP (2002-2003)

Consultante externe du Secrétariat du Commonwealth, projet « Defining responses to the challenges posed to small developing economies in the multilateral trading system – focusing on regional trading arrangements and contingency protection measures » (2002)

Conseillère technique principale (droit – commerce international), Mécanisme régional de négociation des Caraïbes (1998-2002)

Maître de conférences, Faculté de droit, University of the West Indies, Barbade (1991-1998)

Directrice de cours : Droit de la mer (programme LL. M.) ; Droit international public ; Investissements privés étrangers (Programme LL. M.) ; Droit

international économique et du développement ; *Droit des organisations internationales (programme LL. B. 1992-97*)

Consultante auprès de l'équipe de négociation de la Barbade sur l'Accord maritime de lutte contre les stupéfiants entre la Barbade et les États-Unis (1997)

Consultante auprès du projet de la Banque interaméricaine de développement sur les lois de la propriété intellectuelle dans les Caraïbes (parmi les cinq consultants régionaux expressément responsables de la Barbade, 1997-98)

Avocate de la Couronne, Ministère de la justice, Gouvernement jamaïcain (1991)

Conseillère juridique dans les affaires suivantes devant la Cour de justice des Caraïbes

Trinidad Cement Ltd c. Communauté des Caraïbes, requête n° OA 1 de 2009, [2009] CCJ 4 (JO) – Dans cette affaire, la Cour a d'abord conclu que le contrôle judiciaire relevait implicitement de sa compétence. Toutefois, lorsqu'elle procède à ce contrôle, la Cour doit trouver un juste équilibre et veiller à ne pas entraver la capacité des organes et organismes de la Communauté à s'acquitter de leurs rôles, qui seront invariablement guidés par une évaluation des faits, tendances et situations économiques pour lesquels il n'existe pas de normes absolues.

Shanique Myrie c. Barbade (Demande d'autorisation d'intervenir de la part de la Jamaïque), requête n° OA 002 de 2012, [2012] CCJ 3 (JO) – En rejetant les objections du défendeur, la Cour a estimé que l'intervenant avait un intérêt substantiel de nature juridique dépassant le cadre de la procédure en cours, étant donné que le droit de la Communauté comporte un système de précédent qui lie impérativement tous les États membres et la Communauté.

Shanique Myrie c. Barbade (avec la Jamaïque comme intervenant), OA 002 de 2012, [2013] CCJ 1 (JO) – Cette décision historique a consacré le droit à la liberté de circulation de tous les ressortissants de la Communauté et a clarifié les limites de la compétence de la Cour en matière d'octroi de dommages et intérêts pour violation des droits de la personne ou des droits fondamentaux.

Participation à titre de conseillère juridique aux affaires ci-après de l'Organe de règlement des différends de l'OMC

Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes (recours par l'Équateur à l'article 21.5 du Mémorandum d'accord) – Collaboration avec les tierces parties et les conseillers de la CARICOM ainsi qu'avec des conseillers de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes – Présentation orale au nom du Commonwealth de Dominique et de Sainte-Lucie devant le Groupe spécial

États-Unis – Sections 301-310 du Trade Act *de 1974* – Communication orale au nom du Commonwealth de Dominique et de Sainte-Lucie ; et réponses écrites aux questions posées aux tierces parties au nom du Commonwealth de Dominique et de Sainte-Lucie

États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes – Présentations orales et écrites au nom du Commonwealth de Dominique et de Sainte-Lucie devant l'Organe d'appel de l'OMC

Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre (demande de consultations par l'Australie et le Brésil, DS266) – consultations avec les tierces

parties de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et déclaration orale au nom de Saint-Kitts-et-Nevis

Communautés européennes – Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part (Accord ACP-CE) – Recours à l'arbitrage conformément à la décision du 14 novembre 2001, Décision de l'arbitre, WT/L/616, du 1er août 2005 (Prestation d'une assistance juridique au Secrétariat de l'ACP)

Communautés européennes – Accord de partenariat ACP-CE – Deuxième recours à l'arbitrage conformément à la décision du 14 novembre 2001, Décision de l'arbitre, WT/L/625, du 27 octobre 2005 (Prestation d'une assistance juridique aux pays de l'ACP membres du Commonwealth et exportateurs de bananes)

Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes (recours par l'Équateur à l'article 21.5 du Mémorandum d'accord) (Prestation d'une assistance juridique au Secrétariat de l'ACP)

Communautés européennes – Régime d'importation, de vente et de distribution des bananes – Recours par les États-Unis à l'article 21.5 du Mémorandum d'accord (Prestation d'une assistance juridique au Secrétariat de l'ACP)

Membre d'un groupe d'experts au Japon – Mesures affectant l'importation de pommes (2002/3)

Arbitre au Japon – Mesures affectant l'importation de pommes : recours par les États-Unis à l'article 21.5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (2004/5)

Négociatrice principale pour la CARICOM dans le Groupe de négociation sur les subventions, l'antidumping et les droits compensateurs dans la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA, 1999-2001)

Publications (élection)

« Will history record the victory of John Selden's thesis, '*mare clausum*' in the interest of protecting biodiversity in areas beyond national jurisdiction? » *Eminent Caribbean International Law Jurists: The Rule of International Law in the Caribbean*, (W. Anderson, ed.) (The CCJ Academy for Law: The CCJ Academy for Law's Eminent Caribbean Jurists Series, Oct. 2019), chapitre 17

« Services Regulation in the Caribbean: Summary Report », IDB-TN-566, avril 2013

« Services Regulation in the Caribbean: Horizontal Measures », IDB-TN-567, avril 2013

« Services Regulation in the Caribbean: Information and Communications Technology », IDB-TN-568, avril 2013

« Services Regulation in the Caribbean: Transport Services », IDB-TN-569, avril2013

« Services Regulation in the Caribbean: Professional Services », IDB-TN-570, avril 2013

« Services Regulation in the Caribbean: Tourism Services », IDB-TN-571, avril 2013

« FATCA and the IGAs in a nutshell … » Jambar Journal, Vol. 26, 2013

« WTO Jurisprudence on Regional Trade Regimes », Presentation at the Second Caribbean Academy of Law and Court Administration (CALCA) Seminar on International Law, Hyatt Regency Hotel, Port of Spain Trinidad and Tobago, septembre 24-28, 2012 (Thomson Reuters)

« Coherence, Energy, Subsidies, Carbon Taxes and the CSME » (2009) http://www.cavehill.uwi.edu/clic/symposium/presentations/kab.pdf

« Opinion on the General Preferential Regime Applicable to Imports of Goods Originating in ACP Non-LDC Failing the Conclusion and Entry into Force of EPAs by 1 January 2008 » (Commonwealth Secretariat, 2007)

« Can Donors Help Countries to Negotiate and Maintain their Rights under Trade Agreements? » *Trade and Aid: Partners or Rivals in Development Policy?*, Sheila page (ed.) (Cameron May, 2006) pp. 245-275

« Defining our Vulnerability: The Commodity Protocols and WTO Rules », The Multilateral Aspects of the ACP-EU Partnership Agreement, Berthelot & Robin (eds.) (Agence Francophonie & Commonwealth Secretariat, 2002) pp. 117 -123

Commentary on Tangermann's paper on the future of preferential trade arrangements for developing countries and the current round of WTO negotiations on agriculture, *FAO Papers on Selected Issues Relating to the WTO Negotiations on Agriculture* (FAO 2002) pp. 108-115

« What Economic Integration in the Hemisphere Means to Florida Industries: Now and in 2005 », University of Florida Levin College of Law's Second Annual Conference on Legal and Policy Issues in the Americas (2001) 14 Fla J. Int'l L. 79 *et seq*.

Trade Law Commentary, « Finding a Place for Small Developing Economies in the World Trade Organization », World Trade Agenda, April 2001, pp. 12-13

« Access to Industrialized Country Markets - a CARICOM Perspective »; EC Parliament, PES Group, '*Towards a Development Round:* A Seminar on the WTO Millennium Round and Developing Countries' (Brussels, 28/09/2000); (summary presentation published in *Report on a Seminar hosted by the PES Group of the European Parliament* (Dec. 2000)

« The WTO Dispute Settlement Mechanism – A Developing Country Perspective », *Internationale Berliner Wirtschaftsrechtsgespräche, Ulrich Immenga / Natalie Lübben / Hans Peter Schwintowski (Hrsg.) Conflict Resolution in a Global Economy*, Proceedings of the Fifth International Trade Law Conference (Humboldt University, May 2000)

« The Shiprider Model: An Analysis of the U.S. Proposed Agreement Concerning Maritime Counter-Drug Operations in its Wider Legal Context » (1997) No.1, Contemporary Caribbean Legal Issues, pp. 1-80

« '*Now that the Ship has Docked* ...': A Postscript to the Shiprider Debate » 1997, No. 67, CARICOM Perspectives

« The Law of Treaties between States and International Organizations by P.K. Menon » 1992, Scholarly Research and Review, pp. 82-88

« CARICOM: Unity for Survival », *Free Trade in the Americas (An Hemispheric Approach)*, N. Lacasse & L. Perret (eds.) (Wilson & Lafleur Ltee: Montreal, 1994) pp. 335-368

Présentatrice experte sur les questions de droit et de commerce internationaux

Atelier national sur les conséquences du non-respect des obligations découlant des accords commerciaux, Ministère du commerce international, Saint-Kitts-et-Nevis, mars 2016, « Trade Policy Implementation: Consultation and Collaboration, Implementing Trade Agreements: What's in it for us? »

Séminaire régional sur la politique commerciale pour les parlementaires des Caraïbes, complexe hôtelier Marriott, Saint-Kitts-et-Nevis, 25 - 26 novembre 2010, « The Structure, Principles and Functioning of the International Trading System (Doha Negotiations) and their Impact on Growth, Development and Welfare in the Caribbean »

« Supporting Commonwealth Countries' Accession to the WTO », hôtel Husa President Park, Bruxelles, 28 juin 2010

Consultation de l'Organisation des États des Caraïbes orientales sur la réforme des programmes de subventions à l'exportation, hôtel Bay Gardens, Gros Islet, Sainte-Lucie, 3-4 mai 2010

« The Inaugural Symposium : Current Developments in Caribbean Community Law » colloque inaugural parrainé par le Centre de l'Institut de droit des Caraibes en association avec le Secrétariat de la CARICOM et la Cour de justice des Caraïbes, hôtel Hyatt Regency, Trinidad, 9-11 novembre 2009 ; et session VI : « Caribbean Integration and Trade Issues », 9-11 novembre 2009

Séminaire et atelier de planification « Supporting the Commonwealth Response to HIV and AIDS », 1er-2 octobre 2009, Secrétariat du Commonwealth, Fondation du Commonwealth, Groupe d'action du Commonwealth sur le VIH et le sida et International HIV/AIDS Alliance, « Increasing Access to HIV Treatment – Patent Pools »

Organisation des États des Caraïbes orientales / Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture : Atelier sur le renforcement des capacités de l'OMC au sein de l'OECS : « Addressing Implementation Issues on the Agreement on Agriculture (AoA) and Participation in the Agriculture Negotiations », 7-8 février 2003

Séminaire ACP-CE post-Doha, Santo Domingo, République dominicaine – 30 juin-1er juillet 2002, document présenté – « Negotiations on WTO Rules »

Conférence de ILEAP à Nairobi – 4-6 mai 2002, document présenté – *Implementation of Trade &Trade-related Agreements at the Country-level: Problems and Needs*

CARICOM, Réunion du groupe de travail sur le commerce mondial et les questions économiques, y compris les questions relatives à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le cadre du Mécanisme régional de négociation, Guyana, 12-13 septembre 1997 ; personne-ressource pour la question des perspectives sur les questions de commerce et d'investissement multilatéraux et les nouveautés récentes à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et aux organisations associées à Genève

Questions juridiques découlant des accords du cycle de l'Uruguay : atelier de l'OMC de la région des Caraïbes et du Commonwealth, Trinidad et Tobago, 18-22 août 1997 ; en tant que personne-ressource pour des documents présentés sur les questions suivantes : « Trade and Development » (Commerce et développement) ; « The WTO TRIPs Agreement and the Enforcement of Intellectual Property Laws in the Caribbean » (L'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce de l'OMC et l'application des lois sur la propriété intellectuelle dans les Caraïbes)

Atelier Organisation des États américains/University of the West Indies sur la rédaction législative, Barbade, 21 juillet - 15 août 1997 ; document présenté – « The Legislative Implications of the Agreement Establishing the WTO for the Commonwealth Caribbean »

« Treaties: International Agreements – the impact on legal information systems in Commonwealth Caribbean jurisdictions », XIIe Conférence de la Caribbean Association of Law Libraries, Saint-Vincent, 16-18 juillet 1997 ; document présenté – « Exposing Secrets: A Call for Transparency in the Treaty Making Process »

Politiques commerciales des États-Unis, Programme des visiteurs internationaux de la United States Information Agency, (Washington (D.C.), Raleigh, Cleveland, San Francisco et San José) États-Unis, 30 janvier - 20 février 1997

Atelier sous-régional de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) pour les rédacteurs juridiques des pays des Caraïbes sur la propriété industrielle, Barbade, 7-12 octobre 1996 ; document présenté – *Implications of the Paris Convention and the TRIPS Agreement on the Drafting of Modern Industrial Property Legislation* (Implications de la Convention de Paris et de l'accord ADPIC sur la rédaction d'une législation moderne en matière de propriété industrielle)

Séminaire régional CARICOM/Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), Barbade, 23-26 avril 1996 ; document présenté – « Party Autonomy and the Role of the Courts in International Arbitration »

Séminaire sur l'arbitrage et les modes alternatifs de règlements des litiges dans les pays anglophones des Caraïbes, CLI, Barbade, avril 1995 ; document présenté – « Domestic and International Enforcement of Arbitral Awards »

Atelier OECS/UWI sur la surveillance des pêches, Barbade, août 1993 ; document présenté – « The Role of 'Authorized Officers' in the Enforcement of OECS Fisheries Legislation »

Séminaire sur la passation et la négociation des marchés, Banque de développement des Caraïbes, Barbade, juillet 1993

Le Canada et le libre-échange dans les Amériques, Université d'Ottawa et Université Carleton, Canada, octobre 1992 ; document présenté – « CARICOM »

The Shiprider Agreement : Passage Beyond Sovereignty – Présenté lors de conférences publiques à la Barbade, à la Jamaïque et à Trinidad et Tobago, en avril 1997

Caracciolo, Ida (Italie)

1. Renseignements personnels

Date de naissance : 24 novembre 1961

2. Études supérieures et carrière universitaire

Professeure associée de droit international à la faculté de droit de l'Université de Naples 2 (2001-2005)

Chercheuse en droit international à la faculté de droit de l'Université de Rome « Tor Vergata » (1992-2001)

Cours d'été sur le droit de la mer au Centre interuniversitaire d'études supérieures de Dubrovnik (1990)

Cours d'été sur le droit international public à l'Académie de droit international de La Haye (1989)

Diplôme de droit avec mention *magna cum laude* de l'Université de Rome « La Sapienza » (1985)

3. Compétences

Professeure titulaire de droit international à la faculté des sciences politiques de l'Université de Campanie « Luigi Vanvitelli » (anciennement Naples 2) (depuis 2005)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage

Arbitre suppléante à la Cour de conciliation et d'arbitrage au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Juge ad hoc à la Cour européenne des droits de l'homme

Experte juridique au service des affaires juridiques du Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale

Avocate au barreau de Rome

4. Fonctions universitaires

Responsable du cursus de master en relations et organisations internationales proposé par la faculté des sciences politiques de l'Université de Campanie « Luigi Vanvitelli » (depuis 2010)

Membre du corps professoral du programme de doctorat en droit comparé et processus d'intégration proposé par l'Université de Campanie « Luigi Vanvitelli » (depuis 2002)

Responsable du cursus de master en économie, politique et droit de la mer proposé par la faculté d'études politiques de l'Université de Naples II (2005-2009)

5. Activités d'enseignement universitaire

Professeure de droit international avancé (cours en anglais) à l'Université de Naples-Federico II (depuis 2017)

Professeure invitée de droit international et de droit de la mer dans différentes universités étrangères, dont :

– l'Université Paris 8 (France) (à deux reprises) ;

– l'Institut de droit maritime international de l'Organisation maritime internationale (Malte) (cours de droit international) ;

– l'Université de Townsville (Australie) ;

– l'Université Saint-Esprit de Kaslik (Liban).

6. Activités d'enseignement dans le cadre de cursus avancés dans des établissements d'enseignement supérieur

Maîtresse de conférence en droit de la mer dans le cadre de nombreux cursus avancés proposés par des établissements d'enseignement et de formation supérieurs en Italie, dont :

– l'École supérieure de la magistrature italienne (2019) ;

– l'École supérieure de la police financière italienne (2019) ;

– le Centre des hautes études de défense du Ministère italien de la défense (CASD) (depuis 2012) ;

– l'Institut italien d'économie et de finances ;

– l'Académie diplomatique italienne ;

– la Société italienne pour l'organisation internationale (SIOI) ;

– l'École nationale d'administration publique italienne (SNA).

7. Recherche scientifique

Directrice ou membre de plusieurs projets de recherche sur le droit international et le droit de la mer, financés entre autres par le Conseil national de la recherche italien, notamment sur les thèmes suivants :

– « International Migrations, State, Sovereignty, Human Rights: Open Legal Issues » (depuis 2019) ;

– « Nuclear Non-Proliferation and Disarmament » (2011-2013) ;

– « Arctic: Protection and Exploitation » (2008-2009) ;

– « The Protection of the Mediterranean Basin against Pollution and the Establishment of Environmental Protection Zones » (2006-2007) ;

– « International Disputes on Fisheries and the Means for Their Settlement » (1993-1995) ;

– « The Impact of the Rio Conference on Environment and Development on Rational Exploitation of Marine Resources: The Issue of Sustainable Development » (1992-1995) ;

– « The Peaceful Settlement of Disputes and the Codification of the Law of the Sea: ITLOS » (1992) ;

– « Protection and Repression of Marine Pollution with Specific Reference to the Area » (1990-1991) ;

– « Analysis of the Positive and Negative Aspects of a Possible Ratification by Italy of UNCLOS 1982 » (1989-1990).

8. Fonctions de conseil et de juge

Conseil au sein des équipes juridiques de l'Italie :

– dans l'affaire du *Navire « Norstar » (Panama c. Italie)*, soumise au Tribunal international du droit de la mer (2016-2018) ;

– dans l'affaire de *L'incident de l'« Enrica Lexie » (Italie c. Inde)*, soumise au Tribunal ad hoc en vertu de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 (depuis 2015) ;

– dans l'affaire de *L'incident de l'« Enrica Lexie » (Italie c. Inde), mesures conservatoires*, soumise au Tribunal international du droit de la mer (2015) ;

– dans l'affaire de la *Procédure pénale contre Dante Bigi*, soumise à la Cour de justice de l'Union européenne (2000-2001) ;

– dans l'affaire *Beyeler c. Italie*, soumise à la Cour européenne des droits de l'homme (2000-2002) ;

– dans l'affaire de la *Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)*, soumise à la Cour internationale de Justice (1999-2004) ;

– dans la procédure consultative sur la question du *Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme*, soumise à la Cour internationale de Justice (1998-1999) ;

– dans la procédure consultative sur la question de la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, soumise à la Cour internationale de Justice (1995-1996) ;

– dans la procédure consultative sur l'adhésion des Communautés européennes à la Convention européenne des droits de l'homme (1995).

Juge ad hoc à la Cour européenne des droits de l'homme (requête n° 58428/13, *Berlusconi c. Italie*) (2016-2018).

9. Participation à des négociations internationales

Juriste entendue par la Chambre des députés italienne au sujet des sanctions au sein des assemblées parlementaires internationales (2017)

Membre de la délégation italienne auprès d'organes et de comités de plusieurs organisations internationales, dont le Conseil de l'Europe (Comité des conseillers juridiques sur le droit international public), l'Union européenne (Groupe « Droit international public » et Groupe « Droit de la mer ») et l'Organisation des Nations Unies (Sixième Commission de l'Assemblée générale)

Membre de la délégation italienne dans le cadre de diverses négociations multilatérales, concernant notamment :

– les travaux préparatoires en vue de l'adoption d'une convention des Nations Unies sur la diversité biologique en haute mer (2016) ;

– les travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'un instrument régional pour les personnes sauvées en mer dans le cadre de l'Organisation maritime internationale (2011-2014) ;

– l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2002-2003) ;

– la Commission préparatoire et la Conférence des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale (1994-1998) ;

– Membre de la délégation italienne dans le cadre de diverses négociations bilatérales, concernant notamment :

– la délimitation des espaces maritimes entre l'Italie et la Grèce (2013-2014) ;

– la délimitation des espaces maritimes entre l'Italie et la France (2006-2012) ;

– l'échange de vues sur le régime applicable aux eaux du canal de Sicile et leur délimitation entre l'Italie et la Tunisie (1994-2000) ;

– l'échange de vues sur la délimitation du plateau continental entre l'Italie et Malte (1994-2012).

Membre des comités établis par :

– le Ministère italien de la justice pour la mise en œuvre en Italie du Statut de la Cour pénale internationale (2001-2004) ;

– le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale pour la Conférence de révision du statut de la Cour pénale internationale (depuis 2009).

10. Participation à des séminaires et à des conférences

Oratrice lors de plusieurs conférences et ateliers sur le droit international, et en particulier sur le droit de la mer, en Italie et à l'étranger, dont :

– la journée d'étude sur « Les îles et le droit international » organisée par la Société française pour le droit international à Paris, le 30 septembre 2019 ;

– le colloque sur le thème « Nuevos Desarrollos del Derecho del Mar », tenue à Lima, les 11 et 12 septembre 2019 ;

– le séminaire sur le thème « Geopolitics and Marine Transport », organisé à Naples, en 2018 ;

– le symposium international « Arctic Connections: The international symposium to promote cooperation on Arctic issues », organisé par la Société italienne pour le droit international à Rome, le 18 septembre 2018 ;

– la conférence internationale sur le thème « Oceans. Caring for our Common Home », organisée par l'Université pontificale de la Sainte-Croix à Rome, en 2017 ;

– l'atelier sur le thème « Ocean Commons. Common Heritage, Marine Genetic Resources and Biodiversity Conservation in Areas Beyond National Jurisdiction », organisé par le K.G. Jebsen Centre for the Law of the Sea et le Conseil national de la recherche italien (CNR), en collaboration avec la Société italienne pour l'organisation internationale (SIOI), à Rome, en 2017 ;

– l'atelier organisé par la Société française pour le droit international sur « Le standard de *due diligence* et la responsabilité internationale » à l'Université du Maine, au Mans (France), en 2017 ;

– la conférence sur le thème « The Baselines of the Italian Territorial Sea », organisée par l'Institut hydrographique de la marine italienne, à Gênes, en 2016 ;

– l'atelier sur le thème « Italian Seas: Delimitation and Exploitation », organisé par l'Institut des affaires internationales (IAI), en 2016 ;

– la réunion des coordinateurs nationaux « Drogues » des États membres de l'Union européenne sur le thème « The Strasbourg Convention of 1997 against the Traffic of Drogue at Sea », tenue à Rome en 2014 ;

– l'atelier sur le thème « Safety and Insurance Concerning Off-shore Exploration and Exploitation Activities in the Mediterranean Sea: News EU rules », organisé par le Ministère italien du développement économique à Rome, en 2013 ;

– le séminaire sur le thème « Combating the Illicit Traffic of Drugs by Sea », organisé par le Centre des forces de police italiennes à Rome, en 2012 ;

– le séminaire sur le thème « Global Warming and the Arctic », organisé par l'Université de Rome « Tor Vergata », en 2012 ;

– le séminaire sur le thème « Géopolitique et frontières », organisé par l'Université Paris 8, en 2011 ;

– la présentation d'un exposé sur le thème « Law of the Sea and International Community Interests » à Salina, en 2011 ;

– la conférence à l'occasion du 20e anniversaire du Centre for Borders Research, organisée à l'Université de Durham (Royaume-Uni), en 2009 (exposé sur le thème « The Unresolved Controversy on the Legal Regime of Maritime Areas around the Svalbard Islands. An Interpretation of the 1920 Svalbard Treaty under the Light of UNCLOS 1982 ») ;

– la présentation d'un exposé sur le thème « New Piracy » à l'Université de Rome 3 et pour le MSIOI, en 2009 ;

– le séminaire sur le thème « Legal Challenges in the Application of the Law of the Sea », organisé par l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (Frontex), à Gaète, en 2009 ;

– la conférence internationale sur le thème « Mediterranean Men and the Research of their Ports », organisée à Gaète, en 2007 (exposé sur le thème « Ports, Navigation and International Protection of the Mediterranean against Pollution ») ;

– la conférence annuelle de l'Associazione Nazionale Gruppi Ormeggiatori e Barcaioli Porti Italiani (ANGOPI) sur le thème « Italy, Protection of the Marine Environment and Development of Maritime Trade », organisée à Tarente, en 2006 (exposé sur le thème « The Italian Ecological Protection Zone and Its Impact on Navigation ») ;

– la présentation d'un exposé sur le thème « Environment in the Mediterranean » à Ravenne, en 2005 ;

– la conférence sur le thème « Managing the Sea: Law and Economics », organisée par l'Université de Reggio de Calabre, en 2003 ;

– la présentation d'un exposé sur le thème « The Law of the Sea and Countering Illicit Activities at Sea » à l'Institut d'études pour la police financière italienne, à L'Aquila, en 2001.

11. Affiliations

Membre des entités suivantes :

– CoNISMa (Consortium interuniversitaire national des sciences marines) (depuis 2018) ;

– branche italienne de l'Association de droit international (ADI/ILA) (depuis 2017) ;

– Société italienne pour l'organisation internationale (SIOI) (depuis 2006) ;

– Comité des droits de l'homme de la Société italienne pour l'organisation internationale (SIOI) (depuis 2006) ;

– Société européenne de droit international (SEDI) (depuis 2005) ;

Société italienne pour le droit international (SIDI) (depuis 1996).

Codirectrice de la série de publications intitulée Studi di diritto internazionale umanitario e dei conflitti armati.

Membre des conseils scientifiques des publications suivantes :

– *La Comunità internazionale* (revue) ;

– *Studi e documenti di diritto internazionale e comunitario* (série de publications) ;

– *Quaderni del Dipartimento di Scienze politiche dell'Università della Campania "Luigi Vanvitelli"* (série de publications) ;

– *Studi e dialoghi giuridici* (série de publications).

12. Prix et distinctions honorifiques

Officier de l'ordre du Mérite de la République italienne

13. Publications

Autrice de nombreuses publications en italien, en anglais et en français sur le droit international public, le droit de la mer et le droit des droits de l'homme.

Sur le droit de la mer

Ouvrages

Il diritto internazionale: diritto per gli Stati e diritto per gli individui. Parti speciali, Turin, Giappichelli Editore, 2010 (with U. Leanza)

Directrice de publication

Migrazione, formazione ed integrazione, Atti del Convegno 29 e 30 novembre 2004, Naples, ESI, 2006 (with M.C. Ciciriello)

Assistant of the editor in *Fifty Years of International Case Law on Fisheries*, (U. Leanza and A. Del Vecchio), Naples, Editoriale Scientifica, 1997

Articles

Le migrazioni nel Mediterraneo. Un'analisi alla luce del diritto internazionale, in *Mediterraneo. Opportunità, criticità e prospettive*, Naples, Giannini Editore, 2019, p. 18 et seq.

Due diligence et droit de la mer, in S. CASSELLA (ed.), *Le standard de due diligence et la responsabilité internationale*, Paris, Pedone, 2018, p. 163 et seq.

Migration and the Law of the Sea: Solutions and Limitations of a Fragmentary Regime, in A. PELLET-J.CRAWFORD (eds.), *Collected Studies in Honour of Djamchid Momtaz*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 274-287

Introduzione alla piattaforma continentale, in MINISTERO DELLO SVILUPPO ECONOMICO (ed.), *Il mare*, Rome, 2015, p. 50 et seq.

Il Mediterraneo abbandonato all'Italia, in A. PENDINELLI-M. EMANUELE (eds.), *In difesa dell'Europa decadente*, Rome, Eurilink, 2014, p. 65-70

International Terrorism at Sea between Maritime Safety and National Security. From the 1988 SUA Convention to the 2005 SUA Protocol, in A. DEL VECCHIO (ed.), *International Law of the Sea. Current Trends and Controversial Issues*, The Hague, Eleven International Publishing, 2014, p. 109-127

Diritto internazionale e conflitto tra giurisdizioni nel caso "Enrica Lexie", in *Scritti in memoria di Maria Rita Saulle*, Naples, Editoriale Scientifica, 2014, p. 245-280

L'Unione europea e la protezione dell'ambiente marino del Mediterraneo dall'esplorazione e sfruttamento di idrocarburi offshore, in *Scritti in onore di Giuseppe Tesauro*, Naples, Editoriale Scientifica, 2014, vol. III, p. 2023-2059

Il caso dell'Enrica Lexie alla luce del diritto internazionale, *La Comunità internazionale*, 2013, Vol. 13, p. 7-59 (with F. Graziani)

L'Unione europea e la protezione dell'ambiente marino del Mediterraneo dall'esplorazione e sfruttamento di idrocarburi off-shore, *Rivista di diritto della navigazione*, 2013, vol. 2, p. 625-665 (with U. Leanza)

L'associazionismo internazionale nel diritto del mare: la Commissione sui limiti esterni della piattaforma continentale, in N. PARISI-M. FUMAGALLI MERAVIGLIA-A. SANTINI-D. RINOLDI (eds.), *Scritti in onore di Ugo Draetta*, Naples, Editoriale Scientifica, 2011, p. 77-92

The Unresolved Controversy on the Legal Regime of Maritime Areas around the Svalbard Islands. An Interpretation of 1920 Svalbard Treaty under the Light of UNCLOS 1982, in *The State of Sovereignty. University of Durham*, Durham UK, 1-3 April 2009, p. 1-20

National Claims in the Arctic Ocean, The Case of the Svalbard Maritime Areas, in *La Comunità internazionale*, 2009, p. 207-228

Il contrasto storico ed irrisolto sul regime giuridico degli spazi marini delle isole Spitsbergen/Svalbard alla luce delle recenti pretese statali sul mar glaciale artico, in *Studi in onore di Umberto Leanza*, Naples, Editoriale scientifica, 2008, p. 1511-1543

Il diritto internazionale nella prevenzione e contrasto al traffico illecito di migranti clandestini, in CARACCIOLO I.-CICIRIELLO M.C. (eds.), *Migrazione, formazione ed integrazione, Atti del Convegno 29 e 30 novembre 2004*, Naples, ESI, 2006, p. 57 et seq.

Dalla tratta di schiavi alla tratta di migranti clandestini. Eguaglianze e diversità nella prevenzione e repressione internazionali del traffico di esseri umani, in *Atti del IX Convegno della Società italiana di diritto internazionale "Le migrazioni. Una sfida per il diritto internazionale, comunitario e interno"*, Rome 17-18 June 2004, Naples, Editoriale Scientifica, 2005, p. 153-175

Asilo, Visti ed immigrazione nell'Unione europea, in Scuola Superiore dell'Economia e della Finanza, Centro Studi di Geopolitica, *Il controllo dei traffici migratori illeciti nel Mare Mediterraneo*, Roma, 2003, p. 123 et seq.

Il regime delle attività in mare e le incidenze della Convenzione di Montego Bay del 1982 sulla legislazione italiana in materia (with U. Leanza), in *La Comunità internazionale*, 1996, 1, p. 42 et seq.

Il progetto di codice minerario e la responsabilità per danni all'ambiente marino, in M.C. CICIRIELLO (ed.), *L'impatto ambientale nelle attività di esplorazione e sfruttamento dei fondali maini internazionali*, Naples, Editoriale scientifica, 1995, p. 149-186

Le incidenze della Convenzione di Montego Bay del 1982 sulla legislazione italiana in materia di spazi marini (with U. Leanza), in *La Comunità internazionale*, 1995, 3-4, p. 469 et seq.

International Liability of the State for Pollution Due to Exploration and Exploitation of the Deep Seabed, in *University of Rome II, Yearbook*, 1990-91, p. 435-459

Sur le droit international public

Ouvrages

Il diritto internazionale: diritto per gli Stati e diritto per gli individui. Parte generale, Turin, Giappichelli Editore, 2012 (with U. Leanza)

La rilevazione dei valori democratici nell'Unione europea. Una proiezione internazionale per l'identità giuridica occidentale, Naples, Editoriale Scientifica, 2003

Dal diritto penale internazionale al diritto internazionale penale: il rafforzamento delle garanzie giurisdizionali, Naples, Editoriale Scientifica, 2000

Directrice de publication

New Models of Peacekeeping. Security and Protection of Human Rights, Turin, Giappichelli Editore, 2018 (with U. Montuoro)

Preserving Cultural Heritage and National Identities for International Peace and Security, Turin, Giappichelli Editore, 2018 (with U. Montuoro)

L'evoluzione del peacekeeping*: il ruolo dell'Italia*, Turin, Giappichelli Editore, 2017

Nuclear Weapons: Strengthening International Legal Regime, The Hague, Eleven International Publishing, 2016 (with M. Pedrazzi, T. Vassalli di Dachenhausen)

Conflitti armati interni e regionalizzazione delle guerre civili, Turin, Giappichelli Editore, 2016

Articles

« Il diritto internazionale a sostegno dell'egemonismo coloniale europeo », in F. Canale Cama (ed.), *Una guerra mediterranea. Grande guerra, imperi e nazioni nel Mediterraneo*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2018, p. 255-278

« Reflecting on the International Destruction of Cultural Heritage as a War Crime in the Light of the ICC Judgement in the Al Mahdi Case », in *Preserving Cultural Heritage and National Identities for International Peace and Security*, Turin, Giappichelli Editore, 2018, p. 165 et seq.

« Light and Shade of the Legal Framework on Cooperation between the ICC and Peacekeeping », in Caracciolo I.-Montuoro U. (eds.), *New Models of Peacekeeping. Security and Protection of Human Rights*, Turin, Giappichelli Editore, 2018, p. 147 et seq.

« Some Concluding Remarks on the Twofold Goals of Contemporary Peacekeeping: Security and Human Rights », in Caracciolo I.-Montuoro U. (eds.), *New Models of Peacekeeping. Security and Protection of Human Rights*, Turin, Giappichelli Editore, 2018, p. 233 et seq.

« Una rilettura giuridica degli Accordi di Osimo quarant'anni dopo la loro conclusione », in D. Lo Presti D.-D. Rossi (eds.), *Quarant'anni da Osimo*, Padua, Wolters Kluwers, 2018, p. 103 et seq.

« Il caso *Al Mahdi*: responsabilità penale internazionale per crimini di guerra e azioni di 'pulizia culturale e religiosa' », in *Studi in onore di Ugo Villani*, Bari, Cacucci, 2017, p. 101 et seq.

« Il *peace-keeping*: conclusioni, scenari e prospettive », in *L'evoluzione del* peacekeeping*: il ruolo dell'Italia*, Turin, Giappichelli, 2017, p. 377-392

« The Limitations of the 1968 Treaty on the Non-proliferation of Nuclear Weapons: International Law in Support of Nuclear Disarmament », in I. Caracciolo-M. Pedrazzi-T. Vassalli Di Dachenhausen (eds.), *Nuclear Weapons: Strengthening International Legal Regime*, The Hague, Eleven International Publishing, 2016, p. 3-14

« Il problema del diritto applicabile ai conflitti armati interni, alle guerre civili regionalizzate e alle guerre transnazionali », in I. Caracciolo (ed.), *Conflitti armati interni e regionalizzazione delle guerre civili*, Turin, Giappichelli Editore, 2016, p. 37-56

« Un nuovo passo nella tutela dei diritti umani sotto il profilo penalistico: i risultati della Conferenza di Kampala sulla revisione dello Statuto della Corte penale internazionale », in L. Panella-E. Spatafora (eds.), *Studi in onore di Claudio Zanghì*, Turin, Giappichelli Editore, 2011, Vol. II, p. 413-434

« Il contributo di Luigi Sico all'azione diplomatica dell'Italia », in T. Vassalli Di Dachenhausen (ed.), *Atti del Convegno in memoria di Luigi Sico: il contributo di Luigi Sico agli studi di diritto internazionale e di diritto dell'Unione europea*, Naples, Editoriale scientifica, 2011, p. 79-98

« Multidisciplinary study on the geopolitical aspect of the concept of "crimen iuris gentium" through the example of judge Garzón affair in Spain », in *International Conference of Education, Research and Innovation*, Madrid 15-17 November 2010 (with B. Loyer. R. Letteval)

« La Convenzione Unidroit del 1995. Il diritto uniforme quale strumento sussidiario per la restituzione dei beni culturali mobili trafugati nel corso dei conflitti armati od in territori occupati », in Benvenuti P.-Sapienza R. (a cura di), *La tutela internazionale dei beni culturali nei conflitti armati*, Milano, 2007, p. 223-238

« Il principio internazionalista nella Costituente » (con U. Leanza), in *Comunicazioni e Studi*, 2007, vol. 23°, p. 67-730

« L'accordo sullo status delle Forze NATO nella giurisprudenza costituzionale" » in Daniele (a cura di), *La dimensione internazionale ed europea del diritto nell'esperienza della Corte costituzionale* (con U. LEANZA) Napoli, 2006, p. 99-136

« Il diritto internazionale nella prevenzione e contrasto al traffico illecito di migranti clandestini », in Caracciolo I.-Ciciriello M.C. (a cura di), *Migrazione, formazione ed integrazione, Atti del Convegno 29 e 30 novembre 2004, Napoli*, 2006, p. 77 et seq.

« La Convenzione *UNIDROIT* del 1995. Il diritto uniforme quale strumento sussidiario per la restituzione dei beni culturali mobili trafugati nel corso di conflitti armati od i territori occupati », in Saporetti (a cura di), *Il Futuro del Passato, Contributi scientifici della Società italiana per la protezione dei beni culturali*, Civitavecchia, 2004, p. 46 ss.

« Dalla tratta di schiavi alla tratta di migranti clandestini. Eguaglianze e diversità nella prevenzione e repressione internazionali del traffico di esseri umani », in *Atti del IX Convegno della Società italiana di diritto internazionale "Le migrazioni. Una sfida per il diritto internazionale, comunitario e interno"*, Roma 17-18 giugno 2004, Napoli, 2005, pp. 153-175.

14. Connaissances linguistiques

Italien (langue maternelle)

Anglais (courant)

Français (courant)

Duan, Jielong (Chine)

Renseignements personnels

Nom :	Duan
Prénom :	Jielong
Date de naissance :	20 juillet 1958
Domaines de spécialité :	droit international, droit de la mer
Langues de travail :	anglais, chinois

Formation

Août 2002-juin 2003	Master de droit (LL.M) de la faculté de droit de l'Université Columbia (États-Unis d'Amérique)
Septembre 1982-juillet 1985	Master de droit (LL.M) de la faculté de droit international de l'Université chinoise des affaires étrangères
Octobre 1978-juillet 1982	Licence de droit (LL.B) de la faculté de droit de l'Université de sciences politiques et de droit du Sud-Ouest (Chine)

Expérience professionnelle

Depuis juillet 2015	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine en Hongrie
Avril 2013-mai 2015	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine à Singapour
Mars 2011-avril 2013	Consul général (rang d'ambassadeur) de la République populaire de Chine à Sydney
Juin 2006-mars 2011	Directeur général du Département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine
Juillet 2003-mai 2006	Directeur général adjoint du Département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine
Janvier 2000-juin 2003	Conseiller au Département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine
Juin 1998-décembre 1999	Conseiller à l'ambassade de la République populaire de Chine aux États-Unis d'Amérique
Juin 1997-juin 1998	Premier Secrétaire de la Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies
Juillet 1985-juin 1997	Membre du personnel, puis Directeur adjoint, puis Directeur du Département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine

Carrière universitaire

Professeur invité à la faculté de droit international de l'Université chinoise des affaires étrangères

Professeur invité à l'École de droit international de l'Université chinoise des sciences politiques et du droit

Directeur exécutif de la Société chinoise de droit (2007-2012)

Vice-Président exécutif de la Société chinoise de droit international (2006-2011)

Compétences juridiques internationales

Représentant ou membre de la délégation chinoise auprès de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, lors des Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et auprès de l'Assemblée et du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins (à plusieurs reprises)

Chef de la délégation chinoise lors de consultations bilatérales et régionales avec d'autres États dans le domaine du droit de la mer (à plusieurs reprises)

Chef de la délégation chinoise lors de consultations avec les conseillers juridiques des Ministères des affaires étrangères des membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisations des Nations Unies (à plusieurs reprises)

Chef de la délégation chinoise lors de consultations et de négociations concernant les affaires et instruments juridiques sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres mécanismes régionaux et bilatéraux

Chef de la délégation chinoise lors de sessions annuelles de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique

Principales publications

International Law in China: Cases and Practice (ed.), Beijing: Law Press-China, 2011

The Latest Collection of International Counter Terrorism Legal Instruments (ed.), Beijing: China Democratic and Legal Press, 2016

« The Rule of Law at the National and International Levels », *Chinese Journal of International Law*, Volume 7, Issue 2, 2008, pp. 509-512

« Diplomatic Protection, International Liability for Injurious Consequences Arising out of Acts not Prohibited by International Law », *Chinese Journal of International Law*, Volume 6, Issue 1, 2007, pp.189-194

« An Analysis on the Scope of Investment Disputes and International Arbitration », *Foreign Affairs Review*, Volume 1, 1987, pp. 36-43

Infante Caffi, María Teresa (Chili)

La Haye (Pays-Bas)

Formation et activités professionnelles

M^me^ Infante a étudié le droit à l'Université du Chili et a suivi des études de troisième cycle à Madrid, à Genève et à La Haye. Elle est professeure titulaire à l'Université du Chili. De 1987 à 1994, elle a été directrice de l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili. De 2008 à 2014, elle a été codirectrice du programme de master en droit (LL.M) spécialisé dans les investissements, le commerce et l'arbitrage, proposé conjointement par l'Université de Heidelberg (Allemagne) et l'Université du Chili à Santiago. Elle est l'ancienne présidente de la Société chilienne pour le droit international. Elle est membre de comités de l'Association de droit international, de l'Institut de droit international et de l'Instituto Hispano Luso Americano de Derecho Internacional. Elle a été la Présidente de la Société latino-américaine pour le droit international (SLADI) de 2016 à 2018.

M^me^ Infante a enseigné dans les cadres suivants : programme d'hiver consacré au droit international du Centro de direito internacional (CEDIN), proposé par l'Université du Minas Gerais, à Belo Horizonte (Brésil), en 2010 ; cours de droit international du Comité juridique interaméricain, en 1991, 2017 et 2018 ; programme externe de l'Académie de droit international de La Haye, en 1991 et 2011 ; cours euro-méditerranéens de droit international proposés par le Centre international Bancaja pour la paix et le développement et l'Université Jaume I, à Castellon (Espagne), en 2004 ; programme de formation proposé par le Tribunal international du droit de la mer et la Fondation Nippon, à Hambourg (Allemagne), en octobre 2016 ; Université nationale de Cordoba (Argentine), en 1996 et 2001. Elle a été professeure à l'Académie diplomatique du Chili pendant plusieurs années et fait actuellement partie du corps professoral de la faculté de droit et de l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili.

De juillet 1997 à juin 2014, M^me^ Infante a été directrice nationale chargée des frontières et limites de l'État (Directora Nacional de Fronteras y Límites del Estado) du Ministère chilien des affaires étrangères.

M^me^ Infante est actuellement Ambassadrice du Chili aux Pays-Bas et Représentante permanente du Chili auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Elle préside le sous-groupe de travail sur les acteurs non étatiques de l'OIAC et copréside (avec le Japon) le groupe d'étude sur la gouvernance du groupe de travail de La Haye de l'Assemblée des États Parties. Elle a présidé le Groupe de travail du Bureau sur la mise en œuvre de l'article 97 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale de 2016 à 2017. Elle a fourni des conseils et participé à des programmes de recherche pour des institutions telles que la Commission permanente du Pacifique Sud, le Ministère chilien des affaires étrangères, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Commission nationale pour l'environnement.

M^me^ Infante a participé à des négociations diplomatiques sur des questions liées au domaine maritime et à l'Antarctique, ainsi que sur des questions ayant trait à l'intégration, aux limites, au droit international et à la coopération en matière de politiques frontalières avec des pays voisins et d'autres pays sud-américains. Elle a présidé des comités chargés des questions frontalières et de l'intégration, entre autres instances.

Depuis 2014, M^me^ Infante préside la délégation du Chili à l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, au Conseil administratif

de la Cour permanente d'arbitrage et à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

De 2008 à 2014, M[me] Infante a été co-agente du Chili dans l'affaire du *Différend maritime*, soumise à la Cour internationale de Justice. Elle est co-agente du Chili dans les affaires *Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique* (depuis 2013) et *Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala* (depuis 2016), également soumises à la Cour internationale de Justice.

Publications récentes

« Conflictos armadas en el mar. El derecho internacional aplicable: el Manual de San Remo ». (Colección Estudios lnternacionales). lnstituto de Estudios lnternacionales. Chile. 1998, 64-77, in: *Nuevos Estudios de derecho Internacional humanitario*, eds. María Teresa Infante & Rose Cave.

« Procesos de integración y protección del medio ambiente: el caso del MERCOSUR ». *Roma e America: Diritto Romano Comune.* N° 4, 1997, 209-224.

« Responsabilidad en Antártica: los problemas derivados de la protección del medio ambiente », in *Primer Seminario sobre Política Exterior y Medio Ambiente*. Santiago, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1-2 de octubre 1998, 297-303.

« René Millar Carvacho: 'Pasión de Servicio. Julio Philippi Izquierdo' », *Estudios Públicos*, 2006, 339-354.

« La Protección del Medio Ambiente en el Comercio: el Rol del Derecho Internacional ». Presentación: Seminario lberoamérica ante los Retos del Derecho Internacional en el Siglo XXI, Universidad de Salamanca, 10-11 octubre de 2005. *Estudios de Derecho Internacional, Homenaje a Santiago Benadava*, eds. H. Llanos & E. Picand, Santiago, Librotecnia, 2008, Vol. I, 185-206.

« Evolving scenarios: Antarctica and the continental shelf », *Mélanges de droit de la mer offerts à Daniel Vignes*, ed. Rafael Casado Raigón & Giuseppe Cataldi, Bruxelles, Editions Bruylant, S.A., 2009, 461-479.

« Derecho del mar y Antártica. El impacto de la plataforma continental », *Diplomacia*, 2009, No. 120, 79-97.

« The outer continental shelf and South American coastal States ». *Law, technology and science for oceans in globalisation*: IUU fishing, oil pollution, bioprospecting, outer continental shelf, ed. Davor Vidas, Leiden: Martinus Nijhoff, 2010, 577-590.

« Medio ambiente y zonas polares: la zona antártica ». *Derecho Internacional del Medio Ambiente: Una visión desde lberoamérica*, ed. Francesco Sindico, Rosa Fernández Egea & Susana Borrás Pentinat, London, CMP Publishing Ltd., 2011, 479-500.

« Current developments on State Responsibility and Liability in the Area », with J.J. Gorostegui Obanoz, *Anuário Brasileiro de Direito Internacional*, 1, No 10, 2011, 237-249.

« The Altiplano Silala (Siloli): A Watercourse under Scrutiny », in *Coexistence, Cooperation and Solidarity. Liber Amicorum Rüdiger Wolfrum*, Vol. I, ed. Holger Hestermeyer et al., Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2012, 901-917.

« Lecciones aprendidas y desafíos futuros: enfoque internacional », in *Derechos económicos, sociales y culturales en el orden constitucional chileno*, ed. by Gonzalo Aguilar Cavallo, Santiago, Librotecnia: Sociedad Chilena de Derecho Internacional / Asociación Chilena de Derecho Constitucional, 2012.

Boundary Disputes in Latin America, *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, May 2011. Updated in February 2013.

« Joaquín Fermandois: La Revolución Inconclusa », *Estudios Públicos*, 2013, 165-183. Revisión bibliográfica

« El Acta de Ejecución y los Acuerdos con el Perú ». *Obra en Homenaje al Profesor Hugo Llanos Mansilla*, eds. E. Picand & I. Llanos, Santiago, Legal Publishing, 2012, 397-439.

« Antártica en la legislación interna de los Estados ¿que hay de nuevo? », *El Derecho Internacional en el Mundo Multipolar del Siglo XXI. Obra en homenaje al profesor Luis Ignacio Sánchez Rodríguez*, Madrid, IPROLEX, S.L., 2013, 425-444.

« Perú v. Chile: The International Court of Justice decides on the status of the maritime boundary », *Chinese journal of international law*, 2014, 741-762.

« The decision on the maritime boundary between Chile and Perú: international law revisited », *Caribbean Journal of International Relations and Diplomacy*, V. 2, No. 2 (June 2014), 11-28.

« Chile y Perú ante el caso de La Haya: continuidad y revisión ». *La política exterior de Chile, 1990-2009: del aislamiento a la integración global* / Mario Artaza, Cesar Ross (editores). USACH, Doctorado en Estudios Americanos: RIL, 2015. v. 2, 555-573.

« El Estado frente a su jurisdicción territorial », *Anuario Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional*, 22, 2015, 61-94.

« Antonio Cançado Trindade: The construction of a humanized international law ». Leiden: Brill Nijhoff, 2015, *Estudios lnternacionales*, XLVIII, 183, 2016, 183-198. Revisión bibliográfica

« Las fronteras desde la perspectiva del Derecho Internacional », *Estudios lnternacionales*, 48, 185, 2016, 59-86.

« Latin America and the International Court of Justice: The Pact of Bogotá », in *Latin America and the International Court of Justice. Contributions to International Law*, ed. by Paula Wojcikiewicz Almeida, Jean-Marc Sorel, Routledge, 2017, Cap. 6.

« The Law of the sea and Antarctica: effectiveness and perspectives », in *New approaches to the law of the sea*: (in honor of Ambassador José Antonio de Yturriaga-Barberán), ed. Pablo Antonio Fernández Sanchez, New York, Nova Science Publisher, 2017, 273-290-

« El aporte del derecho internacional al estudio de las fronteras entre los Estados », in *América Latina y el Derecho del Mar. Uber Amicorum en honor de Alfredo Martínez Moreno*, eds. Víctor Luis Gutiérrez Castillo & Ana Elizabeth Villalta Vizcarra, Valencia, Tirant lo Blanch, 2018, 199.223.

« Territorio y Jurisdicción: el Derecho Internacional en desarrollo ». *Curso de Derecho Internacional del Comité Jurídico lnteramericano 2017*. Washington DC, 2018.

« El rol del derecho internacional en instancias multilaterales », *Chile. Actor del Sistema Multilateral. Una tradición nacional*, eds. Juan Somavía & Pedro Oyarce, Secretaría General lberoamericana/Academia Diplomática de Chile, 2018, 481-516.

Connaissances linguistiques

Anglais et français (courants, à l'écrit comme à l'oral)

Espagnol (langue maternelle)

Kamga, Maurice K. (Cameroun)

Né le 12 mai 1967 à Bandjoun (Cameroun).

Diplomate bilingue expérimenté (Ministre plénipotentiaire) et universitaire accompli, M. Maurice Kamga a plus de 25 ans d'expérience dans la pratique et l'enseignement du droit international en général, et de la justice internationale en particulier. Ayant consacré une part importante de ses recherches au droit international de la mer, notamment après avoir été désigné, en 1994, neuvième lauréat de la Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer, M. Kamga a acquis une grande expertise dans ce domaine très technique du droit international, en se spécialisant dans la délimitation des frontières maritimes. Sa fonction actuelle de secrétaire juridique à la Cour internationale de Justice, où il travaille depuis le 1er février 2008, lui permet de mettre ses compétences en pratique.

Études supérieures

Licence en droit public, avec mention, 1989, Université de Yaoundé (Cameroun)

Maîtrise en droit public, avec mention, 1990, Université de Yaoundé (Cameroun)

Maîtrise en relations internationales, avec mention, 1991, Institut des relations internationales du Cameroun

Master en droit public (LL.M), avec mention, 1991, Université de Yaoundé (Cameroun)

Doctorat en relations internationales (spécialisation en diplomatie), mention *Cum Laude*, 1994, Institut des relations internationales du Cameroun

Diplôme d'études supérieures en relations internationales (spécialisation en droit international de la mer), 1997, Institut universitaire de hautes études internationales, Genève (Suisse)

Doctorat en droit international (spécialisation en droit international de la mer), mention *Summa Cum Laude*, avec autorisation de publication du jury (directeur de thèse : Lucius Caflisch), 2003, Institut universitaire de hautes études internationales, Genève (Suisse)

Habilitation à diriger des recherches en droit public, sous la direction d'Alain Pellet et de Jean-Marc Thouvenin, 2017, Université Paris Nanterre (France)

Expérience professionnelle

a) Postes occupés

Depuis février 2008 : secrétaire juridique à la Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas) : dans le cadre de cette fonction, M. Kamga effectue notamment des recherches juridiques et rédige divers documents

Janvier 2003-janvier 2008 : conseiller juridique au Ministère des relations extérieures, Yaoundé (Cameroun)

Février 2001-novembre 2002 : juriste/responsable de publication au Tribunal international du droit de la mer, Hambourg

Octobre 1997-février 2001 : juriste-linguiste adjoint, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye

Janvier-avril 1996 : stagiaire (neuvième lauréat de la Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer) à la Division des affaires

maritimes et du droit de la mer du Bureau du Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies, New York

Mai 1994-octobre 1997 : Secrétaire des affaires étrangères à la Direction des affaires africaines du Ministère des relations extérieures, Yaoundé (Cameroun)

b) Professeur adjoint à l'Institut des relations internationales du Cameroun (depuis octobre 2006) et à l'Université catholique de Lille (France) (depuis octobre 2011)

c) Membre du service diplomatique camerounais

Mai 1994 : intégration du service diplomatique en tant que Secrétaire des affaires étrangères ;

Mai 2006-mai 2010 : conseiller

Depuis mai 2010 : Ministre plénipotentiaire, membre de nombreuses délégations camerounaises dans le cadre de négociations bilatérales ou multilatérales

d) Enseignement et recherche

Cours et conférences dans diverses universités et institutions : Université catholique de Lille (France), depuis l'année universitaire 2011-2012 : cours annuel sur le droit et la pratique des Nations Unies ; Université des Nations Unies – Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie, Maastricht (Pays-Bas), mai 2014, mai 2015, juin 2016, mai 2017, mai 2018 et mai 2019 : conférence sur le système judiciaire international, et plus particulièrement sur la Cour internationale de Justice et les autres grandes juridictions internationales et régionales ;Vrije Universiteit Brussel, mars 2020 : conférence sur les questions spéciales concernant le droit de la mer ; Université Kadir Has, Istanbul, Académie de droit international de la mer, juillet 2018, juillet 2019 et juillet 2020 : conférences sur la délimitation maritime et la jurisprudence de la Cour internationale de Justice ; Université catholique d'Afrique centrale, Yaoundé (Cameroun), novembre 2016 : conférence sur la Cour internationale de Justice et les droits de l'homme ; Institut de droit maritime international (Malte), novembre 2013 et avril 2015 : conférences sur les Nations Unies et le droit de la mer, et plus particulièrement sur la Cour internationale de Justice ; Université maritime mondiale, Malmö (Suède), mars 2013 : conférence sur la jurisprudence de la Cour internationale de Justice en matière de délimitation maritime ; Institut des relations internationales du Cameroun, Yaoundé, octobre 2006 à octobre 2013 : cours annuel sur le Tribunal international du droit de la mer ; Université de Douala (Cameroun), avril et mai 2012 : cours sur le règlement pacifique des différends internationaux ; Brussels School of International Studies, décembre 2005 : séminaire sur le droit international humanitaire ; Université de Yaoundé, octobre 1993 à octobre 1995 : chargé de cours en droit international public et en droit constitutionnel.

Participation à diverses conférences sur le droit international et la justice internationale.

Principales bourses et prix de recherche : i) collaborateur scientifique postdoctoral de la Fondation Francqui au Centre de droit international de la Vrije Universiteit Brussel (Belgique) (2005-2006) ; ii) boursier du programme de recherche du T.M.C. Asser Instituut, à La Haye (2002-2003) ; et iii) neuvième lauréat de la Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève (1995-1997).

Encadrement de recherche : codirecteur de nombreux mémoires de master et thèses de doctorat à l'Institut des relations internationales du Cameroun et à l'Université Paris II ; membre de plusieurs jurys de doctorat dans différentes universités.

Connaissances linguistiques

Anglais et français

Publications

a) Ouvrages et principales publications académiques

International Law and the Protection of Migrants at Sea, co-authored with Niba Fontoh (à paraître : janvier 2021)

Arbitrage transnational d'investissement et souveraineté des pays en développement, co-authored with Joël Andela (à paraître : janvier 2021)

Exploitation conjointe de gisements pétroliers et gaziers transfrontières en mer (en préparation)

Questions de droit de la mer, du droit international humanitaire et tableau synoptique de la justice internationale sur le continent africain, recueil de publications soutenues à l'Université de Paris-Nanterre (France) en vue d'être habilité à diriger des recherches en droit public, 2017

L'Afrique et le droit international: variations sur l'organisation internationale/Africa and International Law: Reflections on the International Organization - Liber Amicorum Raymond Ranjeva (with Makane Mbengue) (ed.), Paris, Pedone, 2013, 646 pages

Délimitation maritime sur la côte atlantique africaine, [préface Lucius Caflisch] Bruxelles, Bruylant, 2006, 317 pages

Nationalisme maritime et nouveau droit de la mer en Afrique, rapport de recherche rédigé dans le cadre de la dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer, Division des affaires maritimes et du droit de la mer, Bureau des affaires juridiques, ONU, New York, 1997, 177 pages

La Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, thèse de doctorat en relations internationales, International Relations Institute of Cameroon, Yaoundé, 1994, 359 pages

b) Articles et chapitres d'ouvrages collectifs

« Les aspects juridiques de la migration par voie maritime », publication à paraître dans le*Journal of the African Union Commission on International Law*, Juta Editions, Cape Town, 2019

« Régionalisme et justice internationale en Afrique », *in:* Ben Achour (Rafaâ) et Gueldich (Hajer) (éd.), *Intégration et régionalisme africain: où en est l'Union africaine aujourd'hui?*, Tunis, Simpact, 2019, pp. 105-132

« L'affermissement des principes juridiques applicables à l'exploitation des gisements pétroliers ou gaziers transfrontaliers en mer », *African Yearbook of International Law*, Vol. 22 (2017), pp. 271-301

« Cameroon's Natural Trend in Internationalisation of Legal Education » (avec Pierrette Essama Mekongo), *in:* Jamin (C.) and van Gaenegem (W.) (eds.), *The Internationalisation of Legal Education, Springer International Publishing Switzerland*, Ius Comparatum – Global Studies in Comparative Law, Vol. 19 (2016), pp. 61-73

« Codification dans le domaine de la justice transitionnelle en Afrique », *Journal of the African Union Commission on International* Law, 2nd Edition (2015), pp. 324-398

« Peaceful Settlement of Disputes in Africa: the Present and the Future » (en collaboration avec Lucius Caflisch), *African Yearbook of International Law*, Vol. 20 (2013-2014), pp. 359-407

« L'assistance judiciaire devant la Cour internationale de Justice et le Tribunal international du droit de la mer », *in:* Maurice Kamga and Makane M. Mbengue (eds.), *L'Afrique et le*

droit international: variations sur l'organisation internationale/Africa and International Law: Reflections on *the International Organization – Liber Amicorum Raymond Ranjeva*, Paris, Pedone, 2013, pp. 529-532

« L'article 2 du Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples », *in:* Maurice Kamto (ed.), *Commentaire article par article du Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples*, Brussels, Bruylant, 2011, pp. 1242-1251

« La Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé de 1954 et ses deux protocoles de 1954 et 1999 », *in :* Natziger (J.) and Scovazzi (T.) (ed.), *Le Patrimoine culturel de l'humanité/The* Common *Cultural Heritage* of *Mankind*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2008, pp. 817-849

« Les procédures d'urgence devant le Tribunal international du droit de la mer », *in:* Kohen (M.) (ed.), *Promoting Justice, Human Rights and Conflict Resolution through International Law/La promotion de la justice, des droits de l'homme et du règlement des conflits par le droit international – Liber Amicorum Lucius Caflisch*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2007, pp. 855-874

« L'existence éphémère du traité de délimitation maritime entre la République d'Estonie et la Fédération de Russie en mer Baltique » (en collaboration avec Erik Franckx), *Annuaire du droit de la mer*, Tome XII (2007), pp. 393-423

« Sécurité alimentaire et droit international humanitaire », *in:* Mahiou (A.) and Snyder (F.) (ed.), *La sécurité alimentaire/Food Security and Food Safety*, The Hague, Martinus Nijhoff Publishers, 2006, pp. 391-426

« Review of International Instruments Concerning Protection of Sea Turtles » (en collaboration avec Annick Van Houtte), *in:* FAO, *National* and *International Regimes for the Conservation* of *Sea Turtles*, Rome, 2004, pp. 57-108

Autres renseignements pertinents

Secrétaire général de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye

Membre de la Société française pour le droit international

Membre fondateur de la Société africaine pour le droit international

Ancien consultant au bureau juridique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome (Italie) : missions dans divers pays en vue de l'élaboration de projets de loi nationale sur la pêche et l'aquaculture (2001-2007)

KULYK, Markiyan (Ukraine)

Lieu et date de naissance

Ukraine, 27 juillet 1970

Formation

Département de droit international, Institut des relations internationales de Moscou (1987- 1992) ; Ph. D. (2008)

Expérience professionnelle

Troisième secrétaire du Département des traités et des affaires juridiques du Ministère ukrainien des affaires étrangères (1991-1992)

Assistant du Vice-Ministre des affaires étrangères et du Directeur du Comité national du désarmement (1993-1994)

Troisième, deuxième et premier secrétaire de la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies, Conseiller juridique de la Mission (1994-1997)

Conseiller du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York (1997-1998) ; Directeur adjoint, Directeur général adjoint de la Direction des traités et des affaires juridiques du Ministère ukrainien des affaires étrangères (1998-2001)

Représentant suppléant de l'Ukraine au Conseil de sécurité de l'ONU (2001)

Représentant permanent adjoint de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (2001-2004)

Directeur du Département chargé des relations avec l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales, Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine (2004-2006)

Directeur adjoint de la Direction des affaires étrangères du Secrétariat du Président de l'Ukraine (2006-2008)

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine en Roumanie (2008-2011)

Membre

Délégation de l'Ukraine aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1994-2007)

Représentant à la Troisième Commission (questions sociales, humanitaires et culturelle, 1994-1997) et à la Sixième Commission (questions juridiques, 1995-1997, 1999-2003)

Commission du développement social (Rapporteur à la trente-quatrième session, 1995) ; Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1995-2003, Vice-Président 1998, Président 2002)

Délégation de l'Ukraine aux sessions de l'Assemblée et du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins (1995-1998)

Délégation de l'Ukraine aux réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1996-1999, 2001-2003, Vice-Président, douzième réunion 2002)

Comité spécial sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (Chef de la délégation ukrainienne, 2002)

Comité spécial sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (2002-2004)

Comité du programme et de la coordination de l'ONU (Président de la quarante-cinquième session, 2005)

Expert de l'Ukraine au Comité d'experts sur le terrorisme du Conseil de l'Europe (2006)

Groupe de travail de l'OSCE sur le projet de convention sur la personnalité juridique internationale, la capacité juridique et les privilèges et immunités de l'OSCE (2006-2007)

Chef de la délégation de l'Ukraine à la vingt-quatrième réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire, 2011

Liste des arbitres de la Commission d'arbitrage maritime auprès de la Chambre de commerce et d'industrie ukrainienne (depuis 2013)

Publications

Sélection d'articles sur des questions juridiques

« Determination of criteria for equitable legal regulation of the continental shelf delimitation », *Pravo Ukraine* No. 7 (2001)

« On establishment of a non-contradictorial model of maritime delimitation », *Pravo Ukraine* No. 9 (2001)

« Joint exploitation of oil and gas resources of the continental shelf: possible ways of intensifying cooperation between Ukraine and Romania », Collection of scientific essays State and law, issue 35, Institute of State and Law of V.M. Koretskyi, National Academy of Sciences of Ukraine (2007)

« Issues of the international legal regime to combat piracy in contemporary circumstances », Yearbook of scientific essays *Legal State*, Institute of State and Law of V.M. Koretskyi, National Academy of Sciences of Ukraine, issue 21 (2010)

« The International Court of Justice findings in case of delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine) and its possible impact on further settlement of delimitation disputes », Yearbook of scientific essays *Legal State*, Institute of State and Law of V.M. Koretskyi, National Academy of Sciences of Ukraine, issue 23 (2012)

« Piracy, Hijacking, and Armed Robbery Against Ships », in: The IMLI Manual on International Maritime Law, Vol. III, Marine Environmental Law and Maritime Security Law, Oxford UP (2016)

Mata Prates, Carlos Alberto (Uruguay)

Diplômes

– Doctorat en droit et en sciences sociales (Université de la République d'Uruguay UDELAR)

– Master ès sciences en législation politique et gouvernance (Université de Pise, Italie)

– Diplôme de philosophie du droit (scolarité) (Université catholique d'Uruguay Damaso Antonio Larrañaga UCUDAL – Université de Louvain – Belgique)

– Analyse économique (Institut d'économie de Montevideo – IEMM)

Expérience professionnelle

Postes et fonctions actuels

– Vice-Président de la douzième réunion des États parties à la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer (2019-2020)

– Coordonnateur national de l'atelier régional du Tribunal international du droit de la mer en Uruguay (2019)

– Membre et ancien vice-président du Comité juridique interaméricain (Organisation des États américains)

– Membre de la Cour permanente d'arbitrage

– Consultant juridique et diplomatique et Directeur responsable des questions de droit international du Ministère des affaires étrangères de l'Uruguay

– Président de la Commission consultative du pouvoir exécutif pour la fixation de la limite extérieure du plateau continental (COALEP)

– Vice-Président de la délégation uruguayenne auprès de la Commission technique mixte Argentine-Uruguay pour le front maritime (organisation internationale constituée par la République argentine et la République orientale de l'Uruguay dans le cadre du Traité du Río de la Plata et de son front maritime)

–- Président de la délégation uruguayenne auprès de la Commission technique mixte uruguayenne-argentine pour la démarcation des limites sur le fleuve Uruguay.

– Conseiller juridique du Parlement du Mercosur

– Représentant de la République orientale de l'Uruguay devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme

– Représentant de l'Uruguay à l'Assemblée des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

– Représentant de l'Uruguay à l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale ; en cette qualité, participation à la Conférence d'examen du Statut de la Cour pénale internationale qui s'est tenue à Kampala, en Ouganda (mai 2010)

– Coordonnateur du groupe de travail gouvernemental auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale (affaire Philip Morris contre Uruguay et consorts)

– Membre de la Cour d'appel de la Fédération uruguayenne de football

Activité de recherche et d'enseignement

– Professeur de droit international public (Faculté de droit de l'Université catholique d'Uruguay – UCUDAL, et Faculté de droit du Centre latino-américain d'économie humaine - CLAEH)

– Professeur agrégé de droit public (Faculté de droit de l'Université de la République – UDELAR)

– Enseignant du cours de droit international de l'Organisation des États américains – Comité juridique interaméricain

– Professeur aux programmes de maîtrise et de doctorat (Université de la République – Facultés de droit, de sciences économiques et de sciences sociales –, Université catholique et Institut Artigas du service diplomatique

– Membre du comité pédagogique du programme de maîtrise de l'Université de la République en gestion intégrée des zones côtières du Cône Sud

– Coordonnateur national de la 41e session du programme extérieur de l'Académie de droit international de La Haye, tenue en Uruguay (2015)

– Membre associé de l'Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional

Activités et fonctions antérieures

– Délégué de la République auprès de la Commission administrative du fleuve Uruguay (CARU) (organisation internationale créée par la République argentine et la République orientale de l'Uruguay) (2008-2010)

– Directeur général du Secrétariat du Ministère de l'éducation et de la culture (1992-1995)

– Directeur adjoint des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères (1998-2008)

– Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères (1992-1998)

– Avocat-conseil de la Commission d'analyse financière de la Banque centrale d'Uruguay (BCU) (1987-1992)

– Chef des commissions mixtes internationales du Ministère des affaires étrangères (1996-2008)

– Membre de l'équipe juridique qui a assuré la défense de la République orientale de l'Uruguay devant la Cour internationale de justice (CIJ) dans le litige soulevé par la République argentine (affaire des usines de pâtes à papier) ; en cette qualité, a assisté aux audiences tenues au siège de la Cour à La Haye (2009)

– Membre du Conseil d'administration central de l'Université de la République d'Uruguay (1985-1987)

– Vice-chancelier de l'Assemblée du Sénat de la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de la République d'Uruguay (UDELAR)

– Membre du Conseil d'administration de l'Association du Barreau uruguayen (1997-1999)

– Président de la Fondation pour la culture universitaire (FCU) (1985-1995)

– Vice-Président de la délégation uruguayenne au Comité intergouvernemental de la voie navigable Paraguay-Paraná (Puerto Cáceres-Puerto de Nueva Palmira)

Activités universitaires à l'étranger (liste partielle)

– A effectué, préalablement à la sélection, un séjour d'enseignement et de recherche au Département de droit international Adolfo Miaja de la Muela de l'Université de Valence – Espagne (2005)

– A participé, en tant qu'invité, à des activités universitaires aux États-Unis (Département d'État) (1987 et 1994) et au Mexique (Ministère de l'éducation) (1994)

– A donné un stage de formation au Siège de l'Union européenne dans le cadre de l'accord Union européenne-Mercosur (Parlement du Mercosur – Parlement européen) (Bruxelles - Luxembourg - Strasbourg) (2008)

Publications

Auteur de nombreux articles, monographies et documents sur le droit international public, le droit administratif et des questions connexes

Participation à des négociations internationales

A représenté l'Uruguay lors de plusieurs négociations internationales.

More, Rodrigo Fernandes (Brésil)

Informations d'ordre général

Date de naissance :	5 février 1973
Date de naissance :	São Paulo, Brésil
Poste :	Professeur, chercheur de terrain, arbitre et conseiller juridique en matière de droit de la mer
Connaissances linguistiques :	Portugais (langue maternelle)
	Anglais (connaissance approfondie)
	Espagnol (connaissance approfondie)
	Français (compréhension orale et écrite)

Expérience professionnelle

Fonctions actuelles

Domaine juridique

Conseiller juridique du Programme de levé du plateau continental brésilien et auprès de la délégation aux réunions de la Commission des limites du plateau continental de l'ONU

Conciliateur (annexe V), arbitre (annexe VII) et expert (annexe VIII) relatif aux dispositions de la partie XV de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Associé à part entière, consultant et avocat dans les domaines du transport maritime, du droit maritime, du droit de la mer et des négociations, au sein du cabinet More, notamment, depuis 28 ans

> Pendant cette période, M. More est intervenu de manière efficace dans des affaires judiciaires et arbitrales ainsi que des négociations dans 15 pays différents sur tous les continents et comportant des systèmes juridiques distincts

Directeur et coordonnateur de projet dans les domaines du transport maritime (navigation maritime et fluviale), de la logistique, des infrastructures et des études, société de conseil Mare Brasilis

Chef et membre du Groupe de travail sur l'économie bleue du Conseil supérieur de l'environnement, Fédération des industries de l'État de São Paulo, Brésil

Études et activités universitaires

Professeur du droit de la mer et de la pêche et du droit appliqué à la bioprospection marine, Département des sciences de la mer, Institut de la mer, Université fédérale de São Paulo, Brésil

Coordonnateur, Centre interdisciplinaire d'études de l'espace océanique, Université fédérale de São Paulo, Brésil

Professeur collaborateur, programme de troisième cycle en études maritimes, Académie militaire maritme, Marine brésilienne, Ministère de la défense, Brésil

Formateur en droit des conflits armés et en diplomatie de la défense, École supérieure de guerre, Ministère de la défense, Brésil

Fonctions antérieures

Professeur de droit international et de droit de la mer, Université de la ville de São Paulo (1998-2001)

Consultant, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Mercosur, Ministère de la santé (2000)

Professeur de droit international et de sciences politiques, Faculté de Santa Marcelina, cours de relations internationales (2002-2006)

Professeur de droit international et de droit international de la santé, Centre de collaboration en surveillance sanitaire, Université de São Paulo (2006)

Professeur en négociations, Fondation pour la recherche et les études économiques, Université de São Paulo (2007)

Professeur de droit maritime, de droit des affaires internationales, de droit commercial international et de négociation, Institut international des sciences sociales (2005-2011)

Membre du groupe de travail sur le droit environnemental portuaire, Fédération des industries de São Paulo (2012-2015)

Conseiller juridique *pro bono* pour les questions liées à l'enlèvement international d'enfants (Convention de La Haye de 1980)

> M. More s'est également occupé des négociations et de la rédaction de la « loi Maria da Penh » pour la prévention, la répression et l'élimination de la violence à l'égard des femmes au Brésil, Secrétariat spécial (Ministère) pour les politiques en faveur des femmes (2003-2011)

Conseiller juridique principal et conseiller juridique de projet dans le domaine du transport maritime, de la logistique (maritime et ferroviaire) et des infrastructures au sein du laboratoire de logistique et de transport de la Fondation d'ingénierie de l'Université fédérale de Santa (2010-2012)

Professeur titulaire du droit de la mer et de droit international (niveau doctorat), programme de troisième cycle en droit international, Université catholique de Santos (2007-2014)

Directeur et coordonnateur de projet, Institut d'études maritimes (2008-2014)

Consultant de projet en transport maritime, logistique, infrastructure et défense (militaire), cabinet Barral, M. Jorge and Associates (2011-2013)

Membre de la Commission spéciale sur la réglementation, Conseil fédéral de l'Ordre des avocats brésiliens (2013-2015)

Assistant personnel du juge Vicente Marotta Rangel au Tribunal international du droit de la mer (2015)

Formation universitaire

Licence en droit, Université de São Paulo (Brésil), 1997

Maîtrise en droit international (avec distinction), Université de São Paulo, 2002

Maîtrise en droit international (avec distinction), Université de São Paulo, 2005

Formations complémentaires

Académie de droit de la mer de Yeosu, Institut maritime coréen, République de Corée, 2015

Académie d'été sur le plateau continental, Université des îles Féroé, îles Féroé, 2014

Projet d'étude du plateau continental brésilien, Société brésilienne de géophysique, Brésil, 2013

Democracia y Libertad en Derecho Internacional, Académie de droit international de La Haye, Programme extérieur, Pérou, 2005

Collecte d'armes, UNIDIR, Suisse, 2004

Révision du traité de l'UE et comparaison des expériences, Université de Coimbra, Portugal, 1996

Associations et distinctions professionnelles

Titre honorifique d'hydrographe, Marine brésilienne, Ministère de la défense, Brésil (2017)

Chevalier de l'Ordre du mérite naval brésilien (depuis 2013)

Membre de l'Association de droit international, Division brésilienne (depuis 2014)

Boursier, bourse Ryoichi Sasakawa pour jeunes leaders (depuis 2003)

Vice-président de la Société brésilienne de droit international de l'environnement (depuis 1999)

Chercheur, Centre d'études africaines, Université de São Paulo (1993-2002)

Membre du Barreau brésilien (depuis 1998)

Publications récentes

Auteur et coordonnateur de publication de 5 livres et de plus de 40 articles sur le droit de la mer, le droit de l'environnement et le droit international. Intervenant dans plus de 120 présentations, travaux techniques et interviews.

Ouvrages

Prospects of Evolution of the Law of the Sea, Environmental Law and the Practice of ITLOS. New Challenges and Emerging Regimes. Essays in honor of Judge Vicente Marotta Rangel. Edited by Tafsir Ndiaye and Rodrigo More. 2019.

(The Rio Grande Rise: obligations and responsibilities) Elevação do Rio Grande: obrigações e responsabilidades. Alemanha: Novas Edições Acadêmicas, 2015. Co-autoria com Claudia Maria Rezende de Souza.

(Coastal zone environmental challenges) Desafios ambientais da Zona Costeira. 1. ed. São Paulo: Essential Idea Publishing, 2014. Editors: Rodrigo Fernandes More, Alcindo Gonçalves e Maria Luiza Granziera.

(Blue Amazon: policy, strategy and law for Brazil's ocean) Amazônia Azul: política, estratégia e direito para o Oceano do Brasil. 1 ed. Rio de Janeiro: SaG Serv FEMAR, 2012. Organizado com Ilques Barbosa Junior.

(International Disarmament Law: the State, the UN and Peace) Direito Internacional do Desarmamento: o Estado, a ONU e a Paz. 1. ed. São Paulo: Lex, 2007. v. 1. 432p

Articles

2018

(Capacity building and transfer of marine technology: contribution and measures for implementation in BBNJ negotiations) Capacitação e transferência de tecnologia marinha: contribuição e medidas em concreto para sua realização nas negociações de BBNJ. In: Virginie Tassin; André Toledo. Belo Horizonte: De Plácido.

2017

Legal, political and strategic aspects of the submission to the Commission on the Limits of the Continental Shelf. In: Fernando Rei; Maria Luiza Granziera. Santos: Editora Universitária Leopoldianum.

2016

(Resources of the Sea: the legal regime of oil (production) sharing agreement) Recursos do mar: o regime jurídico de partilha do pré-sal. In: Alcindo Gonçalves, Gilberto M. A. Rodrigues. Santos: Editora Universitária Leopoldianum.

(The Commission on the Limits of the Continental Shelf and the challenges of the legal order of the oceans) A Comissão de Limites da Plataforma Continental e os desafios da ordem legal dos oceanos. A ONU aos 70: contribuições, desafios e perspectivas. Boa Vista: Editora UFRR.

(Government agreements on port operation) Contratos Administrativos que possibilitam a exploração dos Portos. In: Portos e Comércio Exterior. Eduardo Mario Dias; Maria Lidia Rebello Pinho Dias Scoton. São Paulo: FGV Editora.

2015

(The regime on regulation, protection and prevention of pollution of the marine environment in the Law of the Sea Convention) O Regime de Regulação, Proteção e Prevenção da Poluição do Meio Marinho na Convenção do Direito do Mar. In: GRANZIERA, Maria Luiza M.; REI, Fernando (Org.). Direito Ambiental Internacional: avanços e retrocessos. 40 Anos de Conferências das Nações Unidas. São Paulo: Atlas.

2014

Considerations regarding recommendations of the Commission on the Limits of the Continental Shelf on the Amazon fan. Revista Brasileira de Política Internacional.

(Legal Regime for seabed exploitation of the Brazilian continental shelf: considerations to an already present future) Um regime de exploração do solo e subsolo da plataforma continental brasileira: reflexões para um futuro já presente. In: PEREIRA, Antonio Celso Alves; BEIRÃO, André Panno. (Org.). Reflexões sobre a Convenção do Direito do Mar. 1ed. Brasília: FUNAG, 2014. Coautoria com Renata Batista Zanin.

(Management of the coastal zone under the obligation of protection and preservation of marine environment in the Law of the Sea Convention) A gestão da zona costeira sob a ótica da obrigação de proteção e preservação do meio marinho na Convenção de Direito do Mar. In: MORE, Rodrigo Fernandes, GRANZIERA, Maria Luiza Machado; GONÇALVES, Alcindo. (Org.). Desafios ambientais da Zona Costeira. 1 ed. São Paulo: Essential Idea Publishing, 2014. Coautoria com André Panno Beirão.

2013

(The legal regime of the sea: regulation of waters and continental shelf in Brazil) O regime jurídico do mar: a regulação das águas e plataforma continental no Brasil. Revista da Escola de Guerra Naval

(Torrey Canyon, Exxon-Valdez and Deepwater Horizon-Gulf of Mexico: environmental law and mega-accidents in the risk society) Torrey Canyon, Exxon-

Valdez e Deepwater Horizon-Golfo do Mexico: direito ambiental e os mega-acidentes na sociedade de risco. In: CORTEZ, Ramón Antonio Castro. (Org.). Contingencias de Derecho Maritimo. 1 ed. Caracas: Legis, 2013. Em coautoria com Fernando C. F. Rei.

2012

(When kangaroos would fly: Brazilian unilateral declaration on the right of research beyond the limits of the continental shelf – 2010) Quando cangurus voarem: a declaração unilateral brasileira sobre direito de pesquisa além dos limites da plataforma continental - 2010. Revista de Direito Internacional.

(International Environmental Law and mega-accidents of marine pollution) Direito Internacional do Meio Ambiente e os Mega- Acidentes de Poluição do Mar. In: GONÇALVES, Alcindo Gonçalves; GRANZIERA, Maria Luiza M. (Org.). Petróleo, Gás e Meio Ambiente. 1 ed. Santos: Editora Universitária Leopoldianum, 2012. Em coautoria com Fernando C. F .Rei.

(The 30 years of the United Nations Convention on the Law of the Sea: challenges and points for reflection for Brasil) Os 30 anos da Convenção das Nações Unidas sobre direito do mar: desafios e elementos de reflexão para o Brasil. In: MORE, Rodrigo; BARBOSA JUNIOR, Ilques. (Org.). Amazônia Azul: política, estratégia e direito para o Oceano do Brasil. 1 ed. Rio de Janeiro: SaG Serv FEMAR, 2012. Em coautoria com Fernando C. F. Rei.

(Considerations on the development of Brazilian ocean-politics thought) Reflexões sobre a formação de um pensamento oceanopolítico brasileiro. In: MORE, Rodrigo; BARBOSA JUNIOR, Ilques. (Org.). Amazônia Azul: política, estratégia e direito para o Oceano do Brasil. 1 ed. Rio de Janeiro: SaG Serv FEMAR, 2012.

2011

(Ocean-politics perspective on the extension of the continental shelf: the 2010 Brazilian declaration) Perspectiva oceanopolitica sobre la extensión de la plataforma continental: la declaración unilateral brasilera de 2010. In: PARÉS, Gustavo Adolfo Omaña. (Org.). X Años de Legislación Acuática Venezoelana. 1 ed. Caracas, 2011.

ZHOU, Happias (Zimbabwe)

Date de naissance :	2 mars 1968
Date de naissance :	Mberengwa (Zimbabwe)
Connaissances linguistiques :	anglais, shona, ndebele (connaissance approfondie)
	français (connaissance pratique : niveaux débutant, intermédiaire et avancé)
	latin (notions de base – étude du latin dans un module du programme de licence en théologie)

Fonctions actuelles

Juge de la Cour supérieure nommé le 3 mai 2012

Associations professionnelles

- Avocat, juriste, notaire et rédacteur d'actes translatifs de propriété : admis le 24 janvier 1996
- Inscrit comme conseiller au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), Arusha, Tanzanie, janvier 2009
- Chargé de cours à l'université (droit)
- Professeur de lycée (anglais, histoire et économie politique)
- Consultant en développement
- Consultant : Diplomatie, politique étrangère et affaires internationales
- Théologien

Formation et expérience dans le domaine du droit de la mer

- A étudié le droit international au niveau de la maîtrise ; ce cours incluait l'étude avancée du droit de la mer, entre autres domaines.
- A étudié le droit international public au niveau du LL. B. (licence spécialisée). Le module comprenait des cours sur droit de la mer.
- A fait des recherches sur le droit international public et donné des cours en la matière à des étudiants de premier cycle [LL. B (licence spécialisée)], couvrant notamment le droit de la mer, entre autres sujets importants. C'est donc un domaine qu'il connaît bien. A aussi administré et corrigé des examens de droit international public. L'enseignement de ce cours au niveau universitaire exigeait une connaissance approfondie de la matière sous tous ses aspects, y compris le droit de la mer.

Parcours universitaire

Programmes achevés, diplômes obtenus

1. Maîtrise en droit (LL. M.) : Université du Zimbabwe : 2015 à 2017 (diplôme obtenu avec mention)

   Titre du mémoire : *Judicial Review in the Context of Constitutional Supremacy: A Comparative Analysis of the Experiences of Zimbabwe and South Africa*

2. Master ès sciences (M. Sc.) en relations internationales : Université du Zimbabwe : 2010-2012 (diplôme obtenu avec mention)

   Sujet du mémoire : *An Analysis of the Politics of International Criminal Tribunals in Africa in the Post-Cold War Era: The Cases of Sudan and Kenya*

3. Maîtrise ès arts (M. A.) en études du développement : Université d'État du Midlands : 2014 à 2015 (diplôme obtenu avec mention)

   Sujet du mémoire : *Legislative and Policy Measures to Manage the Impact of Climate Change in Zimbabwe: A Human Rights Perspective*

4. Licence en droit (LL. B.) (diplôme obtenu avec mention) : Université du Zimbabwe : 1992 -1995

Sujet du mémoire : *An Analysis of the Constitutional Implications of the National Social Security Authority Scheme (NSSA)*

5. Licence en théologie : Université catholique du Zimbabwe (en cours)

6. Certificat en éducation (CE) : Université du Zimbabwe : 1987-1990

Établissement :	École normale de Hillside, Bulawayo
Sujets principaux :	Anglais, histoire et économie politique
Matières pédagogiques :	Administration scolaire
	Philosophie de l'éducation
	Sociologie de l'éducation
	Psychologie de l'éducation
	Orientation et soutien aux élèves
	Élaboration des programmes d'enseignement
	Études professionnelles
	Éducation et développement

En instance

1. Maîtrise de droit (LL. M.) en droits de la personne : Université d'Afrique du Sud : depuis 2013 (en cours)

   En cours : Mémoire

   Sujet : *Substantive Reasoning in the Interpretation of Socio-Economic Rights Under the Constitution of the Republic of South Africa*, 1996

   (En attente de commentaires)

2. Doctorat en droit (LL. D.) : Université de Pretoria : 2019

   Directeur : Professeur Charles Manga Fombad

   Titre de la thèse : Judicial Review in African Transitional Democracies: A Comparative Analysis of the Experiences of South Africa and Zimbabwe

   (Proposition de recherche en cours d'élaboration)

3. Maîtrise en administration publique : Université du Zimbabwe : 2019-2021

Prix et distinctions

Lauréat du *Book Prize* de l'Université du Zimbabwe en 1995 [LL. B (diplôme spécialisé)]

Autres distinctions

- Lauréat du prix du concours de plaidories Coca-Cola de l'Université du Zimbabwe, 1995
- Membre de l'équipe qui a représenté le Zimbabwe au Concours panafricain de plaidories en matière de droits de l'homme à Pretoria (Afrique du Sud), en juillet 1995
- Prix de l'avocat de l'année en matière de droits de la personne (deuxième place), décerné par l'association Zimbabwe Lawyers for Human Rights, 2011

Volontariat

- 2007 : Entraîneur de l'équipe de concours de plaidoiries de l'Université du Zimbabwe, qui a remporté la compétition nationale
- 2007 : Entraîneur de l'équipe de l'Université du Zimbabwe qui a représenté le Zimbabwe au Concours panafricain de plaidoiries de droit international humanitaire à Arusha, en Tanzanie ; l'équipe a terminé en première place
- 2008 : Nommé (par la délégation de Harare du Comité international de la Croix-Rouge) comme entraîneur de l'équipe du Zimbabwe au concours panafricain de plaidoiries de droit international humanitaire à Arusha, en Tanzanie, équipe formée d'étudiants de l'Université du Zimbabwe et de la Midlands State University
- 2009 : Entraîneur de l'équipe de l'Université du Zimbabwe qui a représenté le Zimbabwe au Concours panafricain de plaidoiries de droit international humanitaire à Arusha, en Tanzanie

Autres formations qualifiantes

1. Électronique automobile

   Niveau : Avancé

   École polytechnique de Harare, 1998

2. Mécanique des moteurs

   Niveau : Théorie et pratique pour les tests professionnels Classes 4, 3, 2 et 1

   École polytechnique de Harare, 1998

Diplômes d'enseignement secondaire

GCE (diplôme d'études secondaires), niveau avancé :	Université de Cambridge
Matières réussies (5) :	Anglais, économie, histoire, sociologie, shona
GCE (diplôme d'études secondaires), niveau de base :	Université de Cambridge : 1985
Matières réussies (7) :	Sciences générales, mathématiques, langue anglaise, littérature en anglais, histoire, shona, connaissance de la Bible

Écoles fréquentées

École secondaire de Masvingo, Zvishavane (Mberengwa) : 1982-1985

École primaire de Muponjani (Mberengwa) : 1975-1981

Publications

Zhou, H. (2002), « Judicial Enforcement of Electoral Morality in Zimbabwe », *Human Rights Bulletin,* Harare, Zimbabwe Lawyers for Human Rights.

Zhou, H. (2010), « Land and Natural Resources », *Towards a Democratic Constitution: Essential Pillars in the Making of a Democratic Constitution: A Resource Book for Constitution Making in Zimbabwe,* Harare, Law Society of Zimbabwe (Chapter 5, pp. 66-70)

Articles présentés non publiés

- Divers articles présentés à des séminaires de formation continue sur la plaidoirie, la rédaction d'écritures et les techniques d'interrogatoire et de contre-interrogatoire, etc.
- Articles présentés au colloque conjoint avocats/juges sur *The Role of Advocates in the Administration of Justice (2009)* & *Rethinking the Unified Bar in Zimbabwe (2015).*
- *Dealing With Unconstitutionally Obtained Evidence:* article présenté aux ateliers de formation des magistrats à Harare en juin et juillet 2019.
- *Judgment Writing:* article présenté aux ateliers de formation des juges à Harare en juin et juillet 2019.
- *The Purpose of A Pre-Trial Conference:* article présenté au colloque des juges tenu à l'hôtel Leopard Rock, Vumba, du 11 au 14 septembre 2019.

Formation professionnelle

Formation au plaidoyer et formation de formateurs dans le domaine : par l'Australian Advocacy Institute en collaboration avec le Conseil général du Barreau d'Afrique du Sud, Afrique du Sud, 2005

Formation avancée au plaidoyer par l'International Advocacy Team sous les auspices du World Council of Advocates and Barristers, Hong Kong, 2006 (couvrant l'interrogatoire principal et le contre-interrogatoire des témoins experts)

Formation au plaidoyer par l'Australian Advocacy Institute en collaboration avec le Conseil général du Barreau d'Afrique du Sud, Afrique du Sud, 2009

Postes occupés

Commissaire, Commission du service judiciaire de 2014 à février 2020

Membre du Comité de l'éducation et des normes juridiques du Conseil pour l'éducation juridique depuis 2012

Membre du jury d'examen du Conseil pour l'éducation juridique de 2012 à 2020

Membre du comité de la formation du Conseil pour l'éducation juridique de 2016 à 2020

Conseiller, Conseil pour l'éducation juridique, 2012 à septembre 2016, nommé par le Ministre de la justice et des affaires juridiques

Conseiller, Conseil pour l'éducation juridique (détaché par l'Ordre des avocats du Zimbabwe), 2010-2012

Président de la commission de l'éducation et des normes juridiques du Conseil pour l'éducation juridique, 2010-2016

Assesseur, Common Law I & II, Conseil pour l'éducation juridique de 2002-2014

Président de l'Association des chambres d'avocats, 2007-2012

Conseiller, Conseil du Barreau du Zimbabwe, conseil membre de l'Association du Barreau du Zimbabwe, 1998-2012

Conseiller, Ordre des avocats du Zimbabwe, janvier 2009 à mai 2012

Président de la commission de l'éducation juridique, Ordre des avocats du Zimbabwe, 2010-2012

Conseiller, Conseil des chirurgiens vétérinaires, 2009-2012, nommé par le Ministre de l'agriculture, de la mécanisation et du développement de l'irrigation

Secrétaire de la Commission du développement scolaire, Regina Mundi High School, Gweru, 2011-2013

Association nationale zimbabwéenne pour la santé mentale (ZIMNAMH), organisation de protection sociale (membre du Conseil d'administration 1998-2003, Vice-président 2003-2007 et Président 2007-2012)

Président, Association pour le développement scolaire, École primaire de North Park, Mount Pleasant, Harare, 2003-2004

Apostolic Faith Mission in Zimbabwe (AFM), membre du Comité national de discipline et secrétaire de l'assemblée de Mount Pleasant et membre du comité des travailleurs, diacre, 2002-2005 ; Pasteur et évêque de l'église chrétienne de Sion

Commission des exclusions (appels) de l'Université du Zimbabwe, 2003-2012, membre

Vice-président de l'Association des étudiants en droit du Zimbabwe, 1994-1995

Association des anciens étudiants de Mbuyanehanda (ancien président), 1990-2006

Président de la société d'histoire, Hillside Teachers' College (voi plus haut), Bulawayo, 1989

Expérience professionnelle

- Juge, Cour supérieure du Zimbabwe : du 3 mai 2012 jusqu'à présent
- Avocat : Advocates' Chambers, Zimbabwe, janvier 1996-mai 2012
- Maître de conférences : Université du Zimbabwe, 1997-juillet 2012 ; également maître de conférences à temps partiel : Université Ezekiel Guti du Zimbabwe (ZEGU) ; Cours donnés : droit des biens, droit des délits, droit international public et droit international humanitaire
- Facilitateur, Programme d'éducation juridique dans les écoles (Matabeleland), Fondation des ressources juridiques, janvier-février 1993
- Teacher : Lycée Mabvuku (Harare), janvier 1991-mars 1992
  (Langue et littérature anglaises en anglais)

  École secondaire de Hamilton (Bulawayo), 1990
  (Langue et littérature anglaises en anglais)

  Lycée Masotsha (Bulawayo), 1988 (enseignant stagiaire)
  (Langue et histoire anglaises)

  Lycée Masotsha (Bulawayo), 1988 (stagiaire en instance)
  (Mathématiques et histoire)

Membres des organes nationaux de rédaction de la constitution

- Commission parlementaire constitutionnelle (COPAC) : Membre de l'équipe technique (représentant le Conseil des chefs du Zimbabwe) : 2011-2012
- COPAC : Personne ressource : 2009 : nommé par le Parlement du Zimbabwe
- Commission constitutionnelle, 1999 : Commissaire